



N° 6 - Octobre-Novembre 2014

Bilan conjoncturel 2014

En 2014, les prix des principales productions végétales et animales sont en recul sur un an

Le climat de 2014 a plutôt été favorable aux productions végétales, avec toutefois quelques exceptions. L'hiver doux et pluvieux a été suivi par un printemps chaud et sec. Ces séquences ont été, dans l'ensemble, favorables aux rendements des céréales à paille et du colza, sauf dans l'Est du pays, un peu plus touché par la sécheresse. Les rendements 2014 des fruits et de la vigne ont également progressé par rapport à leur faible niveau de 2013. Ces productions ainsi que celles de légumes ont été très précoces. L'été pluvieux qui a suivi a profité aux grandes cultures récoltées à l'automne et à la production d'herbe, mais la fraîcheur des températures a limité les rendements du tournesol et de la plupart des productions légumières et altéré la qualité des blés. Cette fraîcheur estivale a également freiné la consommation de certains fruits et légumes.

Pour les grandes cultures, la hausse sur un an des volumes produits s'est accompagnée d'une baisse significative des prix, à l'exception du blé dur. Les récoltes mondiales, qui déterminent les prix pour ces productions, ont été particulièrement abondantes, à l'exception de celle du blé dur. La baisse du prix moyen du blé tendre en France

est accentuée par l'abondance de blés de qualité fourragère. Ces baisses de prix, globalement plus élevées que la hausse des volumes, ont toutefois été tempérées par la réduction du coût des engrais, qui ont diminué en volume et en prix pour la campagne d'achats 2013/2014 par rapport à celle de 2012/2013.

Pour les fruits et légumes, le marché de formation des prix est le marché européen. L'afflux massif et précoce de productions de fruits à la fois françaises et européennes et le climat froid et pluvieux de l'été, peu propice à la consommation, ont induit un net repli des prix sur un an. Les récoltes de légumes, importantes en début de saison, sont, pour la plupart des productions, en retrait sur l'ensemble de la campagne, par rapport à 2013 comme par rapport à la moyenne 2009-2013.

En viticulture, le climat humide estival a favorisé le grossissement des baies sauf dans le Languedoc-Roussillon, déjà touché par la sécheresse au printemps. Pour la campagne 2014/2015, la récolte viticole serait en hausse par rapport au niveau peu élevé des deux récoltes précédentes. Compte tenu de la faiblesse des stocks, les disponibilités resteraient toutefois modérées et

les prix devraient se maintenir à un haut niveau, après leur hausse soutenue tout au long de la campagne 2013/2014, en particulier pour les vins d'appellation.

La collecte laitière française de la campagne 2013/2014 progresse par rapport à la campagne précédente et reste dynamique en août et septembre 2014, encouragée par le fléchissement des cours des tourteaux et des céréales, une bonne disponibilité en herbe, à la suite d'un été pluvieux et un prix du lait à la production en hausse sur un an. La collecte est également en progression au niveau européen sur les sept premiers mois (+ 5,4 % par rapport à la même période de 2013). Le déséquilibre entre offre et demande pourrait s'accroître dans un contexte d'embargo russe sur les produits laitiers, principaux produits exportés vers la Russie. Les prix européens et français du beurre et de la poudre de lait, en repli depuis le début de l'année, ont accéléré leur baisse à la mi-août, une dizaine de jours après l'annonce de l'embargo. En septembre, les prix semblent se stabiliser.

Les effectifs de vaches laitières ont augmenté en France pour la seconde année consécutive (+ 2 % au 1^{er} mai

2014) après une stabilisation en 2013, dans un contexte de fourrage abondant et de prix du lait et de l'aliment pour bétails favorables.

Les autres productions animales, hormis les œufs, ont à peine progressé voire ont marqué un repli sur un an dans un contexte de prix également en recul, à l'exception des ovins. Sur les huit premiers mois de 2014, la production stagne au niveau déjà bas de 2013 pour les bovins et les ovins, progresse légèrement pour les porcins et baisse pour les volailles. Sur la même période, les prix à la production des animaux de boucherie et des volailles ont été moins élevés en 2014 qu'en 2013, à l'exception des cours des ovins. Néanmoins, le coût de l'alimentation animale, encore élevé au début de l'année, s'est orienté également à la baisse depuis cet été, allégeant les charges d'alimentation des éleveurs.

Sur les huit premiers mois de 2014, la production de bovins stagne, la réduction des abattages de bovins étant compensée par une amélioration de l'excédent commercial d'animaux vivants. Malgré une offre relativement limitée, les cours ont reculé sur un an pour toutes les catégories de bovins finis. Seul le cours du veau de boucherie s'est maintenu au niveau de 2013. Pour les ovins, la production en légère baisse sur un an au premier semestre, a favorisé le maintien des cours à un niveau élevé sur la période. Ces tendances se sont inversées entre juillet et septembre.

Les cours des porcins décrochent fortement par rapport à 2013 et plus particulièrement à partir de l'été, déstabilisés par l'afflux de disponibilités et la météo pluvieuse de l'été peu favo-

nable à la consommation de grillades. Juillet et août sont aussi les mois où les exportations françaises ont le plus reculé – 11 % sur ces deux mois contre 5 % sur les huit premiers mois, par rapport à la même période de 2013). Si les exportations croissantes vers l'Asie et vers les États-Unis ont permis, dans un premier temps, de compenser la baisse des ventes vers la Russie, à la suite de l'embargo sanitaire russe mis en place en début d'année sur la viande porcine, elles n'ont pas été suffisantes en juillet, et surtout, août.

S'agissant des volailles, la production sur les huit premiers mois a été moins fournie qu'en 2013, essentiellement en raison de la baisse des abattages de poulet dit « grand export ». Les abattages de poulets baissent à un rythme plus soutenu qu'en 2013, contrairement à ceux des dindes et des abattages de canards qui eux progressent. Ce recul, concentré sur la production de poulet, s'accompagne d'une baisse significative des prix à la production pour toutes les espèces. En revanche, sur les huit premiers mois de 2014, les prix à la production des œufs de consommation sont repartis à la hausse (+ 6 % sur un an) après la chute de 2013, malgré une production croissante.

Sur les huit premiers mois de 2014, l'excédent des échanges extérieurs agricoles et agroalimentaires s'est replié sur un an, plus avec l'UE (- 33 %) qu'avec les pays tiers (- 12 %) et plus sur les produits bruts (- 38 %) que sur les produits transformés (- 9 %). Le fléchissement à la fois en volume et en prix des ventes de céréales, notamment à l'UE, explique le recul de l'excédent sur les produits

bruts. Le repli de l'excédent sur les produits transformés, malgré un début d'année en légère hausse, reflète la dégradation à la fois du solde sur les boissons, à la suite notamment du repli des exportations de vins, du solde sur les viandes et produits de l'abattage ainsi que celui sur les autres produits alimentaires (sucre, chocolaterie, café, plats préparés, etc.). Les exportations de sucre ont diminué après la reconstitution par les principaux clients de la France de leurs stocks. Malgré le recul de l'excédent commercial, la production des IAA est en hausse, entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014, à la suite de la reprise de l'activité des industries alimentaires (*Le volume de la production des IAA est en hausse entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014, Industries agroalimentaires n° 2014/247, octobre 2014*).

Outre la baisse attendue des exportations vers la Russie, l'embargo russe, décrété début 2014 pour la viande porcine et au mois d'août pour les autres produits, fait craindre une réorientation de la production européenne vers son marché intérieur avec, pour conséquence, des difficultés accrues à l'exportation pour les produits français, une plus grande concurrence des produits européens sur le marché français et donc une pression à la baisse sur les prix. L'impact direct de cet embargo sur les produits agroalimentaires paraît cependant limité pour la France. La Russie a représenté, en 2013, 1,3 % des exportations françaises de produits agroalimentaires et 1,6 % des exportations françaises des produits visés par l'embargo (essentiellement produits laitiers, viande porcine, fruits et légumes).

Annie Delort

Sommaire du bilan

Vue d'ensemble sur la conjoncture agricole	5	<i>O. Satger, G. Wemelbeke, A. Delort, P. Arnoux, B. Edan, H. Bouhalli</i>
Synthèses		
Un été froid et pluvieux après un printemps doux et sec, <i>Climatologie</i>	17	<i>J. Gabrysiak</i>
Blé tendre : le niveau élevé de la récolte tire les prix vers le bas, <i>Céréales</i>	21	<i>O. Satger</i>
Légumes d'été : une offre précoce et des résultats en repli sur un an pour l'ensemble des productions, <i>Légumes</i>	25	<i>P. Arnoux</i>
Cours peu soutenus pour les fruits d'été, <i>Fruits</i>	29	<i>L. Bernadette</i>
Hausse confirmée des effectifs de vaches laitières en France en mai 2014, <i>Lait</i>	33	<i>M.A. Lapuyade</i>
Le volume de la production des IAA est en hausse entre les 2 ^{es} trimestres 2013 et 2014, <i>IAA</i>	39	<i>H. Bouhalli</i>
Produits laitiers, viande porcine, fruits et légumes : principales productions impactées par l'embargo russe, <i>Commerce extérieur agroalimentaire</i>	47	<i>G. Wemelbeke</i>
Organismes et abréviations	53	
Pour en savoir plus	55	

Ce bilan a été réalisé avec les informations disponibles au 21 octobre. La liste des infos rapides ci-dessous est à jour à la date de la publication et comporte donc des informations parfois plus récentes.

Liste des infos rapides parues

Abricot, n° 4/4, août 2014	<i>L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts</i>
Animaux de boucherie - Bovins, n° 9/11, octobre 2014	<i>M.A. Lapuyade</i>
Animaux de boucherie - Bovins, cheptel mai 2014 - Résultats Fr & UE septembre 2014	<i>M.A. Lapuyade, C. Ratte</i>
Animaux de boucherie - Ovins, n° 9/11, octobre 2014	<i>M.A. Lapuyade</i>
Animaux de boucherie - Porcins, n° 9/11, octobre 2014	<i>C. Pendariès</i>
Animaux de boucherie - Porcins, cheptel mai 2014 - Résultats Fr&UE septembre 2014	<i>C. Pendariès, P. Soller</i>
Aviculture, n° 9/11, octobre 2014	<i>C. Pendariès</i>
Carotte, n° 3/6, octobre 2014	<i>P. Arnoux</i>
Cerise, n° 3/3, juillet 2014	<i>L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts</i>
Chicorée, n° 2/5, octobre 2014	<i>P. Arnoux</i>
Chou-fleur, n° 2/6, septembre 2014	<i>P. Arnoux</i>
Climatologie, n° 10/12, octobre 2014	<i>J. Gabrysiak</i>
Commerce extérieur agroalimentaire, n° 10/12, octobre 2014	<i>G. Wemelbeke</i>
Concombre, n° 4/5, septembre 2014	<i>P. Arnoux</i>
Courgette, n° 3/4, septembre 2014	<i>P. Arnoux</i>
Endive, n° 1/5, octobre 2014	<i>P. Arnoux</i>
Fraise, n° 4/4, juin/juillet 2014	<i>P. Arnoux</i>
Grandes cultures et fourrages, n° 8/10, octobre 2014	<i>O. Satger</i>
Lait, n° 8/12, octobre 2014	<i>S. Cazeneuve</i>
Laitue, n° 2/6, octobre 2014	<i>P. Arnoux</i>
Melon, n° 5/5, octobre 2014	<i>P. Arnoux</i>

Moyens de production, n° 9/10, octobre 2014	<i>H. Bouhalli, B. Edan</i>
Pêche, n° 5/5, septembre 2014	<i>L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts</i>
Poire, n° 3/4, octobre 2014	<i>L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts</i>
Poireau, n° 2/5, septembre 2014	<i>P. Arnoux</i>
Pomme, n° 5/6, octobre 2014	<i>L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts</i>
Prairies, n° 7/7, octobre 2014	<i>L. Grassart</i>
Prix agricoles et alimentaires n° 9/10, octobre 2014	<i>A. Delort</i>
Stocks Pommes-Poires, n° 1/10, octobre 2014	<i>L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts</i>
Tomate, n° 5/6, septembre 2014	<i>P. Arnoux</i>
Viticulture, n° 3/4, octobre 2014	<i>L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts</i>

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont disponibles dans le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

Vue d'ensemble sur la conjoncture agricole

GRANDES CULTURES

L'hiver doux et humide a favorisé la croissance des cultures semées à l'automne et la reconstitution des réserves en eau des sols agricoles. Le temps sec et ensoleillé de mars et avril a permis aux cultures d'hiver de poursuivre leur croissance rapide et au blé tendre de combler le retard pris lors de la fin des semis. Après un mois de juin plus chaud et sec qu'en moyenne, les pluies ont été fréquentes et abondantes durant l'été. Dans les régions de l'Est, les cultures d'hiver ont souffert de ce printemps sec, mais globalement, les rendements sont plutôt supérieurs à ceux d'une année moyenne. Avec l'excellente alimentation hydrique estivale, le rendement des grandes cultures récoltées à l'automne s'annonce très élevé. Néanmoins, les températures froides de juillet et août ont entraîné localement une altération de la qualité pour les blés et l'orge de brasserie et l'excès d'eau a favorisé l'apparition de maladies affectant le tournesol (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, octobre 2014*).

Au cours de l'été, les perspectives de récoltes mondiales abondantes ont entraîné les cours des céréales à la baisse. Cette baisse s'est poursuivie en septembre avec le relèvement des prévisions de récolte de maïs. Les marchés des oléagineux sont également orientés à la baisse, la production de soja américaine s'annonçant abondante.

Blé tendre : une récolte importante mais une qualité hétérogène

À 37,5 Mt, la récolte de blé tendre dépasserait de 2 % celle de 2013 et de 5 % le niveau moyen 2009/2013. Les températures froides de juillet et août sur des blés déjà à maturité ont généré localement des phénomènes de prégermination rendant délicate la panification (*Blé tendre : le niveau élevé de la récolte tire les prix vers le bas, Céréales n° 2014/249, octobre 2014*). Dans certains territoires, les temps de chutes de Hagberg peuvent être inférieurs aux niveaux requis par la meunerie. Selon FranceAgriMer, 46 % de la récolte aurait un temps de chute de Hagberg supérieur à 220, temps qui correspond à un très bon niveau pour la panification.

Selon FranceAgriMer, les exportations de blé tendre de la campagne 2014/2015 atteindraient 16,8 millions de tonnes, en baisse de 16 %. Les achats des pays tiers diminueraient de 35 %. Les opérateurs trient et segmentent les lots pour répondre aux besoins de chaque marché et favoriser les exportations. Du blé de qualité fourragère devrait aussi trouver des débouchés extérieurs, notamment en Europe. Par ailleurs, les fabricants d'aliments pour animaux devraient utiliser davantage de blé cette année. Les stocks à l'issue de la campagne 2014/2015 seraient de 4,4 millions de tonnes, en progression de 2,1 millions de tonnes.

La production de blé dur poursuivrait sa chute (- 15 % sur un an), après un repli sensible de la production en 2012 et 2013. Ce recul provient d'une réduction de la sole (- 14 %). Cette baisse de la récolte entraînerait une diminution des exportations (- 32 %).

Maïs : forts rendements attendus

La récolte de maïs devrait être très élevée, malgré une sole en baisse, grâce à des rendements en forte hausse. Les maïs ont bénéficié d'une bonne implantation et de pluies estivales suffisantes. La maturation finale des grains s'est déroulée dans de bonnes conditions grâce aux températures élevées de septembre. Le rendement du maïs grain (hors semence) progresserait de 15 % sur un an.

La production d'orge atteindrait 11,7 Mt, en hausse de 14 % sur un an. La récolte d'orge d'hiver augmenterait grâce à un rendement et une sole en hausse. Elle serait supérieure de 16 % à sa moyenne 2009/2013. La production d'orge de printemps progresse également sur un an mais demeure inférieure à son niveau moyen de 2009/2013. Selon FranceAgriMer, les exportations progresseraient, notamment vers les pays tiers. L'incorporation d'orge pour l'alimentation animale en France devrait être minimale, autour d'un million de tonnes, compte tenu de la concurrence du maïs et du blé fourrager.

Oléagineux : récolte en hausse pour le colza, en baisse pour le tournesol

La récolte de colza augmenterait de 26 % sur un an après une année 2013 difficile. La récolte se situerait au-dessus de la moyenne quinquennale (+ 8 %). Le rendement progresserait fortement sur un an. Après une baisse marquée en 2013, la sole remonterait de 4 % et serait proche de sa moyenne quinquennale. La production de tournesol baisserait légèrement sur un an. La sole diminuerait de 15 %. Le niveau élevé de 2013 provenait de resemis de printemps à la suite de conditions climatiques très défavorables aux cultures d'hiver. Le rendement, soutenu par une bonne alimentation hydrique estivale, serait légèrement supérieur à la moyenne 2009-2013, freiné par les maladies apparues en septembre dans certaines régions (Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon et Rhône-Alpes notamment) à la suite d'excès d'eau.

Pois protéagineux : hausse de la récolte après le point bas de 2013

La production de l'ensemble des protéagineux serait en hausse de 11 % par rapport à 2013 mais demeure très inférieure à la moyenne 2009-2013. La sole des pois protéagineux se redresserait à 140 milliers d'hectares. Le rendement des pois protéagineux est estimé en baisse, celui des féveroles progresserait légèrement.

Les cours des céréales et des oléagineux poursuivent leur baisse en ce début de campagne 2014/2015

En France comme à l'international, les prix des céréales ont commencé à baisser en avril 2014, en relation avec de bonnes perspectives de récolte. Ainsi, le prix du blé tendre meunier français cotait 12 % de moins en moyenne en juin 2014 qu'un an plus tôt. Les prix des céréales de la campagne 2013/2014 étaient déjà moins élevés que ceux, d'un niveau record, de la campagne 2012/2013. En juillet

2014, la confirmation par les premières moissons du fort potentiel de récolte a orienté les cours des céréales et des oléagineux à la baisse. Début août, l'USDA (département américain de l'agriculture) a relevé ses prévisions de rendement de blé tout en prévoyant une production record de maïs. La baisse sur un an du prix du blé tendre meunier en France est passée de - 8 % début juillet à - 10 % fin août. Elle s'est poursuivie en septembre, poussée notamment par les nouvelles prévisions à la hausse de l'USDA qui a également relevé ses prévisions de récolte de soja aux États-Unis, en Argentine et au Brésil. Le 25 septembre, le Conseil International des céréales (CIC) prévoyait une production de céréales 2014/2015 à 1 983 millions de tonnes, soit seulement 10 millions de moins que le record de la campagne précédente. Le record de production devrait être dépassé pour le blé. Le CIC relève également sa prévision de production de soja de 10 millions de tonnes. Les stocks mondiaux de grains devraient continuer de croître. Fin septembre, le recul sur un an du prix du blé tendre meunier en France était de 15 %.

Pour la campagne 2014/2015 (de juillet à septembre) en France, le prix moyen du blé tendre meunier est 9 % moins élevé que l'an passé sur la même période. Cette baisse s'accroît au fil des mois, contrairement à l'année dernière où les prix étaient relativement bas début juillet avant de se redresser à partir de septembre. Par ailleurs, le blé fourrager a beaucoup plus décroché que le blé meunier par rapport à son prix de l'an dernier (- 20 % en moyenne pour les trois premiers mois de campagne). Le prix du maïs recule également. Le prix de la tonne de maïs entre juillet et septembre est en baisse de 13 % sur un an. Outre l'abondance de la production, française et internationale, le maïs est en concurrence avec le blé fourrager, particulièrement en France. Le prix du maïs se rapproche ainsi de celui du blé fourrager.

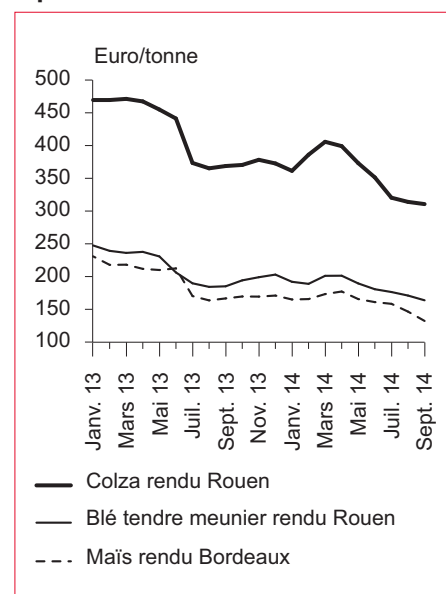
Les cours des oléagineux sont également en baisse. De juillet à septembre, le cours de la tonne de grain de colza se situe en moyenne en retrait de 15 % par rapport à la même période

l'an passé. Sur cette même période, le cours du tournesol recule de 10 % sur un an. Que ce soit pour le tournesol ou le colza, la baisse s'est accrue au fil des mois. Fin septembre, le colza rendu Bordeaux cotait 9 % de moins que fin juin.

Les cours du blé dur en hausse

Contrairement aux autres céréales et aux oléagineux, les cours du blé dur progressent. En effet, de fortes précipitations au Canada font craindre des problèmes de qualité. Le Canada est le premier exportateur mondial de blé dur. Par ailleurs, la production française reculerait de 15 % sur un an et celle de l'Union européenne de 6 %. Le prix de la tonne de blé dur (départ de la Beauce) est passé de 268 euros fin juin à 319 euros fin septembre. Le prix moyen de juillet à septembre est en hausse de 21 % sur un an. Néanmoins, les blés doivent atteindre un niveau de qualité qui n'est pas toujours présent, même en France, pour rejoindre ce niveau de prix.

Baisse des cours du blé tendre à partir d'avril 2014



Sources : La Dépêche, FranceAgriMer

Forte hausse de la production de pomme de terre française et européenne

D'après les estimations du 1^{er} octobre 2014 du SSP, la production de pomme de terre de conservation et de demi-saison s'élève à 6,1 millions de tonnes (Mt) en 2014 : elle augmente de 20 % par rapport à 2013. Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, la production de 2014 augmente de 22 %. La hausse de la production de pomme de terre de conservation et de demi-saison s'explique par la progression des surfaces plantées (+ 6,5 % par rapport à 2013 et + 9,5 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes) et des rendements (+ 12 % par rapport à 2013 et + 11 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes), à la suite de conditions météorologiques favorables. (*Un été froid et pluvieux après un printemps doux et sec*, *Climatologie* n° 2014/253, octobre 2014).

D'après le groupement des producteurs de pomme de terre du Nord-Ouest européen (NEPG), la récolte des principaux producteurs d'Europe de l'Ouest – France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Allemagne et Belgique – augmenterait de 12 % par rapport à 2013, et de 10 % par rapport à la moyenne quinquennale. Les surfaces plantées, ainsi que les rendements seraient en forte hausse.

En septembre 2014, alors que les prix de la nouvelle campagne commencent à peine à se dessiner, les cours à l'expédition Nord-Picardie diminuent très fortement par rapport au début de la campagne précédente.

Forte hausse de la production européenne de sucre pour la campagne 2014/2015

En 2014, les surfaces françaises en betterave – y compris les betteraves jus vert – sont en forte progression. Quelque 406 milliers d'hectares ont été plantés en 2014, contre 394 milliers en 2013 (+ 3 %). La production de betterave atteindrait 37 millions de tonnes (Mt), en hausse de 9 % par rapport à

2013, et de 7 % par rapport à la moyenne 2009-2013. Les rendements (90,9 t/ha) sont en hausse de 6 % par rapport à 2013, et de 1,8 % par rapport à la moyenne quinquennale. Les betteraves industrielles ont profité des pluies abondantes de cet été. De plus, le soleil des premières semaines de septembre a fait remonter leur richesse en sucre.

Selon FranceAgriMer, la production française de sucre de betterave – et de sirop de sucre de betterave pour l'alcool-éthanol et la pharmacie – atteindrait 5,2 Mt de sucre blanc en 2014/2015 et serait en nette hausse par rapport à la campagne betteravière 2013/2014. De plus, la production européenne de sucre de betterave devrait fortement augmenter après deux campagnes en baisse (+ 11 % par rapport à la campagne 2013/2014), notamment en raison de la hausse des surfaces en Allemagne et en France. En comptabilisant aussi le sucre produit à partir de la canne à sucre, la production européenne de sucre devrait augmenter de 9 % en 2014/2015.

D'abord marqués par une baisse programmée dans le cadre de la réforme de l'Organisation commune des marchés entre 2006 et 2010, les prix du sucre du quota s'étaient stabilisés tout au long de l'année 2010. En 2011, ils

ont véritablement flambé, puis se sont stabilisés à un haut niveau durant les campagnes 2011/2012 et 2012/2013. Pour la campagne 2013/2014, le prix du sucre du quota a chuté pour atteindre 536 €/t en juillet 2014. Ce niveau reflète en majorité les transactions contractualisées l'année précédente. Par ailleurs, le prix du sucre hors quota, plus dépendant d'un marché mondial excédentaire et des débouchés industriels (alcool-éthanol, pharmacie), diminue depuis juin 2012 (318 €/t en juillet 2014 contre 428 €/t en juin 2012). Cette baisse marque une rupture avec la tendance haussière observée depuis la seconde moitié de l'année 2008, en relation avec les cours mondiaux (*Durant la première partie de la campagne 2013/2014, la baisse des prix du sucre se poursuit*, *Grandes cultures* n° 2014/242, juin 2014).

LÉGUMES ET FRUITS

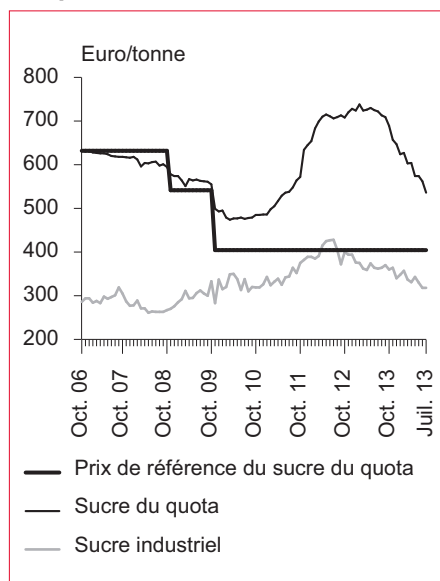
En 2014, forte baisse des prix à la production pour la plupart des légumes et fruits

En 2014, les prix à la production des légumes et fruits ont dans l'ensemble connu un repli par rapport à 2013, sauf ceux du melon et de l'endive-chicon.

Les températures douces du printemps et de début d'été ont en général favorisé une production très précoce des légumes et fruits en France et en Europe. En revanche, les conditions plutôt fraîches et humides de juillet et août en France ont pénalisé dans certains cas la récolte mais ont surtout détourné le consommateur de certains légumes et fruits d'été comme la poire d'été. L'offre s'est en plus heurtée à la concurrence des productions en provenance du sud de l'Europe.

Les surfaces de légumes ont toutes été en recul plus ou moins prononcé (de - 1 à - 3 %), à l'exception de celles

Depuis août 2013, le prix du sucre du quota diminue



Source : FranceAgriMer d'après la Commission européenne

en poireau qui se sont stabilisées. Les surfaces fruitières ont été stables ou en léger recul sur un an, hormis pour la pêche dont la baisse a été plus marquée (-2,1 %). En revanche, elles ont toutes reculé sur cinq ans, à l'exception de la fraise.

Les chiffres d'affaires de la plupart des légumes et fruits sont en retrait, sur un an comme par rapport à la moyenne 2009-2013. Seuls le melon et la cerise ont un chiffre d'affaires en progression sur un an (respectivement + 15 % et + 17 %). Pour les abricots et les fraises, le chiffre d'affaires est en repli sur un an mais en progression par rapport à la moyenne des cinq dernières années (respectivement + 2,3 % et + 3,7 %).

Fin septembre 2014, le chiffre d'affaires cumulé pour la tomate s'est maintenu au niveau de 2013, en baisse par rapport à la moyenne 2009-2013. Les récoltes plus précoces qu'en 2013 et en hausse sur un an (+ 1 %), associées à un déficit des échanges extérieurs au

mois de mars plus important, ont favorisé une baisse des prix par rapport à la campagne précédente. L'accroissement du déficit commercial a toutefois été ponctuel. Les prix sont ensuite redevenus proches de ceux de la campagne précédente et de la moyenne sur les cinq dernières années durant l'été et le retour de la douceur en septembre a permis une remontée des cours.

En 2014, le chiffre d'affaires du concombre a chuté par rapport à celui de 2013. Malgré un démarrage précocité, le rendement a été en repli et les récoltes ont diminué de 5 % par rapport à 2013. Cette offre réduite n'a cependant pas bénéficié aux prix qui se sont établis tout au long de la campagne au-dessous de la moyenne 2009-2013 et en baisse prononcée par rapport à 2013. Le déficit du commerce extérieur est resté inférieur à celui d'une année moyenne et a moins contribué que d'habitude à l'offre. De son côté, la demande estivale a fait défaut.

Par rapport à la campagne précédente, le chiffre d'affaires pour la courgette s'est replié en 2014. La production a progressé par rapport à 2013 (+ 2 %) et le déficit des échanges extérieurs est proche de celui de la campagne précédente et de la moyenne sur les cinq dernières années. Les prix ont été en retrait prononcé par rapport à 2013 et à la moyenne 2009-2013 jusqu'en juin mais ils ont progressé de juillet à septembre. L'offre a été abondante en début d'été et la demande a été soutenue à partir du mois d'août.

Le melon est le seul légume dont le chiffre d'affaires a progressé en 2014 par rapport à 2013 mais également par rapport à la moyenne 2009-2013 grâce à des prix en hausse compensant le recul des récoltes (- 5 % sur un an). Le déficit des échanges extérieurs s'est creusé d'avril à juillet et s'est réduit ensuite. Les prix ont débuté la campagne en diminution par rapport à 2013, ont résisté à la baisse saisonnière en été et ont progressé

En 2014, des cours peu soutenus pour les légumes et fruits sauf pour le melon et de l'endive chicon

	Campagne	Indice de chiffre d'affaires*		Indice de prix*		Indice de production*		Indice de surface*	
		Écart en % à 2013 ou à 2013/2014	Écart en % à la moyenne quinquennale 2009-2013 ou 2009/2010-2013/2014	Écart en % à 2013 ou à 2013/2014	Écart en % à la moyenne quinquennale 2009-2013 ou 2009/2010-2013/2014	Écart en % à 2013 ou à 2013/2014	Écart en % à la moyenne quinquennale 2009-2013 ou 2009/2010-2013/2014	Écart en % à 2013 ou à 2013/2014	Écart en % à la moyenne quinquennale 2009-2013 ou 2009/2010-2013/2014
Légumes									
Tomate en frais	fév.-déc. 2014	- 1,4	- 4,2	- 2,6	- 1,1	1,2	- 3,0	- 2,8	- 11,5
Concombre	janv.-oct. 2014	- 18,8	- 14,0	- 16,2	- 7,9	- 3,1	- 6,6	- 1,3	- 1,3
Courgette	avril-oct. 2014	- 20,2	- 23,4	- 22,1	- 12,7	2,5	- 12,6	- 0,8	- 1,4
Melon	mai-sept. 2014	15,0	11,3	15,3	20,1	- 12,6	- 7,5	- 2,3	- 7,3
Laitue	mai 2014 - avr. 2015	- 4,0	- 53,9	- 6,9	4,8	3,1	- 56,8	- 1,1	- 6,4
Carotte en frais	mai 2014 - avr. 2015	- 48,0	- 29,5	- 37,5	- 18,9	- 16,7	- 13,6	- 3,3	- 2,3
Poireau	mai 2014 - avr. 2015	- 23,6	- 20,3	- 20,8	- 11,8	- 3,5	- 10,3	0,2	- 3,2
Chou-fleur	juin 2014 - mai 2015	- 43,8	- 45,4	21,3	22,8	- 53,7	- 55,5	- 2,3	- 11,4
Endive chicon	sept. 2014 - mai 2015	- 0,5	- 7,0	6,1	4,1	- 6,2	- 10,9		
Fruits									
Cerise	mai-juil. 2014	16,9	14,4	- 13,8	- 4,1	35,6	15,0	- 0,9	- 5,2
Pêche	juin-sept. 2014	- 10,9	- 12,2	- 15,7	1,8	5,8	- 14,9	- 2,1	- 14,2
Abricot	juin-août 2014	- 2,3	2,3	- 26,6	- 7,8	33,1	8,6	0,2	- 7,3
Fraise	mars-sept. 2014	- 2,3	3,7	- 3,8	- 4,4	1,5	8,5	1,1	3,7
Pomme	août 2014 - juin 2015	- 38,1	- 17,1	- 36,5	- 18,0	- 2,6	0,5	- 1,0	- 5,0
Poire	juil. 2014 - avril 2015	- 34,3	- 28,8	- 27,6	- 22,4	- 9,2	- 9,2	0,0	- 4,0

* La période de calcul des indices s'étend du premier mois de campagne à septembre 2014.

Champ : France métropolitaine.

Source : Agreste

dès le mois d'août. La demande est redevenue dynamique en début d'été et s'est accrue constamment face à une offre limitée.

Avec une demande depuis le début de la campagne assez limitée, les prix de la fraise ont fini par perdre du terrain (- 3,8 % en juillet), surtout pour la Gariguette, impactant le chiffre d'affaires qui se rétracte de 2,3 % sur un an. Après un début de campagne caractérisé par la précocité de la récolte, la réduction de l'offre sur la fin de campagne n'a pas été suffisante pour redynamiser les cours. (*Infos rapides Fraise, juillet 2014*). Par rapport à la moyenne sur cinq ans, le chiffre d'affaires de la fraise est néanmoins en hausse de près de 4 % et le niveau de production s'accroît de plus de 8 %.

Fin septembre 2014, le chiffre d'affaires cumulé pour la laitue est en léger repli par rapport à la même période de 2013. Au printemps, sous l'effet d'une offre en hausse, liée à une production et des importations en légère progression, les cours ont été inférieurs à la moyenne 2009-2013, et en forte baisse par rapport à 2013. À partir de juillet, les quantités disponibles se sont réduites sous l'effet de la baisse des récoltes et les laitues se sont alors échangées à des prix en légère hausse par rapport à 2013 et en progression par rapport à la moyenne

2009-2013. Le déficit du solde des échanges extérieurs est demeuré tout au long de l'été proche de celui de 2013 et de la moyenne 2009-2013.

À la fin septembre, le chiffre d'affaires cumulé de la carotte est en repli par rapport à la moyenne sur la période 2009-2013 et en forte baisse par rapport à la campagne précédente. La production a nettement reculé pendant la période estivale et les prix sont demeurés inférieurs à ceux de 2013 et de la moyenne des cinq dernières années. Le déficit des échanges extérieurs reste proche d'une année moyenne. Face à une offre particulièrement réduite en début de campagne, la demande est apparue extrêmement timide.

En 2014, la cerise est le seul fruit dont le chiffre d'affaires progresse sur un an

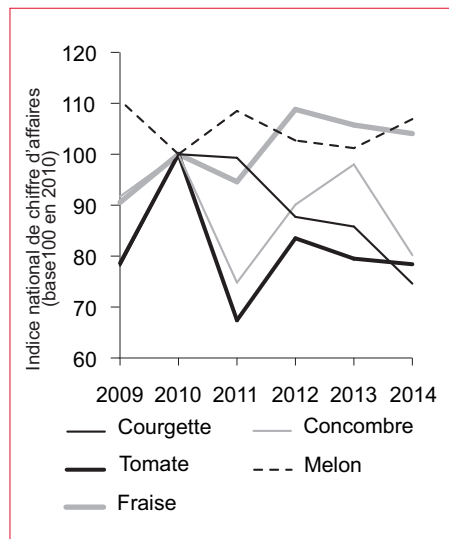
La pêche est le fruit qui s'est le moins valorisé parmi les fruits d'été (- 11 % de chiffre d'affaires sur un an). Cette baisse provient d'un recul important des prix (- 16 %), non compensé par la hausse de 6 % de la production 2014 par rapport à la faible récolte 2013. Cette progression plutôt moyenne de la production, compte tenu du fort déficit des dernières années, s'explique dans certaines

régions par des conditions climatiques estivales défavorables et une cueillette incomplète en fin de période pour ne pas aggraver la commercialisation rendue difficile. En effet, l'arrivée précoce et simultanée des productions des différentes régions françaises s'est heurtée à la présence de la pêche espagnole et à une demande moins forte de la part des consommateurs, à la suite d'un climat humide et frais en juillet et août. Au final, les rendements ont progressé par rapport à 2013 mais ont été seulement équivalents à ceux d'une année moyenne. Compte tenu de la forte érosion des surfaces, la production a reculé de 15 % par rapport à la moyenne 2009-2013 (*Infos rapides Pêche, septembre 2014*).

Le chiffre d'affaires de la campagne de l'abricot a été moins dégradé sur un an que celui de la pêche (- 2,3 %) car la baisse importante des prix (- 27 %) a été partiellement compensée par la hausse soutenue de la production (+ 33 %), succédant à la récolte exceptionnellement faible de 2013. Le prix moyen et la production de l'abricot ont retrouvé en fait leurs niveaux de 2012 (*Infos rapides Abricot, août 2014*). En moyenne sur cinq ans, le chiffre d'affaires a progressé de 2,3 %.

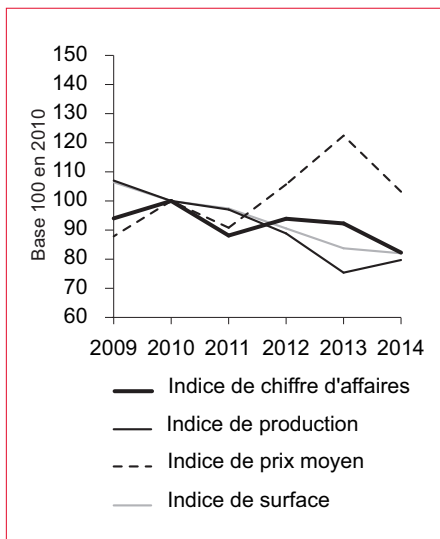
La cerise est le seul fruit dont l'évolution du chiffre d'affaires a été non seulement positive mais en forte hausse

En 2014, seul le chiffre d'affaires du melon est en hausse par rapport à 2013



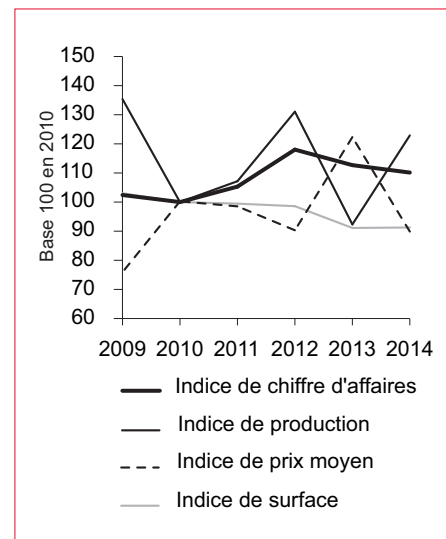
Source : Agreste

Pêche : en 2014, le chiffre d'affaires est pénalisé par la baisse des prix sur un an



Source : Agreste

Abricot : en 2014, la forte hausse de la production ne compense pas la chute des prix sur un an



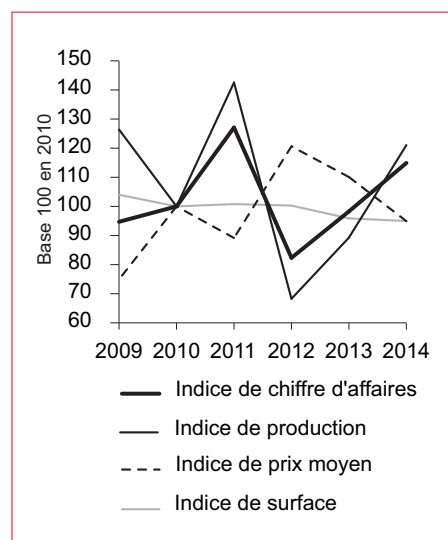
Source : Agreste

sur un an grâce une production nettement supérieure (+ 35,6 %) à celle de 2013, particulièrement faible, qui compense des prix inférieurs de 14 % à la campagne 2013 et de 4 % à la moyenne des cinq dernières campagnes. Les prix de la cerise ont pâti en mai de la concurrence interrégionale et des autres fruits de saison (fraises notamment) et fin juin de la concurrence des autres fruits à noyau. En moyenne sur cinq ans, le chiffre d'affaires progresse de plus de 14 % mais l'indice reste inférieur au niveau atteint en 2011 (*Infos rapides Cerise, juillet 2013*).

Début de campagne très défavorable à la pomme et la poire

De juillet à septembre 2014, le fort repli des prix à la production de la pomme et de la poire par rapport à ceux de 2013, combiné à une baisse de la production, induisent une chute du chiffre d'affaires cumulé sur un an (resp. - 38 % et - 34 %). Les productions estimées ne reculent pourtant que de respectivement 3 et 9 % par rapport à 2013, conséquence d'une alternance marquée pour la pomme (succession de production importante et de production plus petite) et d'intempéries estivales. En revanche, la production européenne

Cerise : la campagne 2014 est favorable malgré la baisse des prix sur un an



Source : Agreste

est en hausse pour la pomme et en légère baisse pour la poire. En termes de commercialisation, le marché de début de campagne de la pomme devient difficile en septembre avec l'entrée en production de l'ensemble des régions françaises et celle, plus précoce qu'à l'habitude, des pays du nord de l'Europe (*Infos rapides Pommes, octobre 2014*). La poire d'été a souffert de l'arrivée plus précoce sur les marchés des autres fruits qui a détourné le consommateur de ce fruit durant l'été et de la baisse des exportations. Pour la poire d'automne, l'offre paraît moins pressante mais la production belge pénalise les ventes françaises de Comice et Conférence et les températures très douces du mois de septembre n'incitent pas à sa consommation (*Produits laitiers, viande porcine, fruits et légumes : principales productions impactées par l'embargo russe, Commerce extérieur agroalimentaire n° 2014/253, octobre 2014*).

VINS

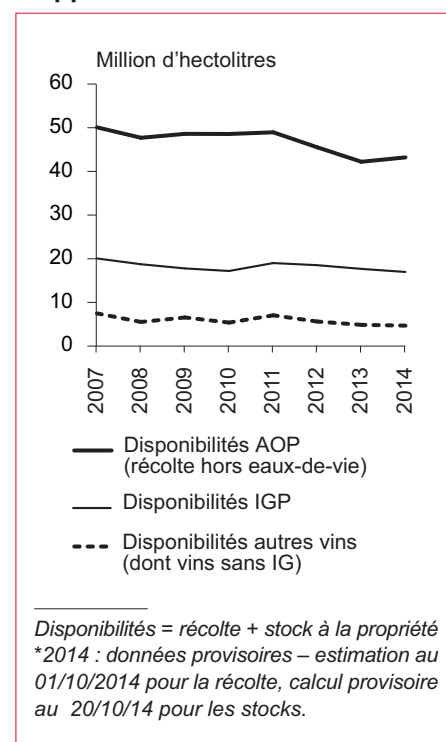
En 2014, la récolte française de vins serait en hausse et retrouverait un niveau moyen. Avec une récolte en forte hausse mais des stocks très réduits, les vins d'appellation veraient leurs disponibilités progresser sur un an de 2 % pour la campagne de commercialisation 2014/2015. Les prix pourraient continuer de se maintenir à un assez haut niveau si l'érosion de la demande extérieure reste modérée.

Une récolte en hausse et proche des niveaux de 2011

Après deux campagnes 2012 et 2013 particulièrement faibles en raison d'une succession d'aléas climatiques défavorables, celle de 2014 renouerait avec un niveau proche de la normale grâce à un climat propice. Les températures douces de l'hiver et du printemps ont

favorisé un début de campagne précoce. La coulure (chute des fleurs ou des jeunes baies) a été en général faible. La véraison (maturation des baies) a néanmoins été fortement ralentie par les épisodes de fraîcheur de l'été. Des orages de grêle ont endommagé les vignes dans certains départements mais la pluviométrie estivale inhabituelle n'a pas vraiment dégradé l'état sanitaire des vignes. D'après les prévisions du SSP au 1^{er} octobre (*Infos rapides Viticulture, octobre 2014*), la récolte totale de vins pour 2014 atteindrait 46,5 millions d'hectolitres (Mhl). Elle dépasserait le niveau bas de 2013 (+ 10 %) et serait même supérieure de 2 % à la moyenne 2009-2013. Sur un an, la production serait en hausse de 17 % pour les vins d'Appellation d'Origine Protégée (AOP) et de 11 % pour les vins destinés à l'élaboration d'eaux-de-vie mais stagnerait pour l'ensemble des vins à Indication Géographique Protégée (vins IGP) et des autres vins. Au sein de cet ensemble, la répartition des volumes n'est pas encore stabilisée : une partie des vins en IGP pourrait notamment être commercialisée en vins sans Indication Géographique (vins sans IG).

En 2014/2015, des disponibilités en légère hausse pour les vins d'appellation



Sources : DGDDI (stocks), Agreste (récolte)

Des stocks de début de campagne en recul sur un an

Selon les premières estimations de la DGDDI (Douanes), les stocks à la production au début de la campagne 2014/2015 s'élèveraient à 27,5 Mhl, soit 10 % de moins qu'en début de campagne 2013/2014. Ils reculent pour toutes les catégories de vins, surtout pour les vins sans IG (-20 %). Ainsi, les disponibilités (ensemble formé par la récolte et les stocks à la propriété de début de campagne) seraient stables sur un an (+0,2 %). Elles seraient en légère hausse de 2,4 % pour les vins d'appellation grâce à des prévisions de récolte en forte progression mais en recul pour les autres vins (-4 % pour les vins IGP et pour les vins sans IG).

Commerce extérieur : des exportations en recul sur la campagne 2013/2014

Après trois campagnes successives favorables aux exportations, la campagne 2013/2014 se caractérise par des volumes exportés de vins français en repli par rapport à la campagne précédente (-4 %). Les exportations se sont plus rétractées à destination des pays tiers (-5 %) que de l'Union européenne (-3 %) dont la part dans les expéditions s'est accrue d'un point (63 %) par rapport à la campagne précédente. Les exportations de vins reculent pour les AOP (-6,5 %) comme pour les vins IGP et sans IG (-2,5 %).

Au mois d'août 2014, premier mois de la campagne 2014/2015, les quantités vendues progressent pour les vins AOP (+2 % sur un an) et reculent pour les vins IGP et sans IG (-2,9 % sur un an). Les exportations de vins hors AOP en août infléchissent une tendance plutôt haussière sur un an amorcée en avril.

Vins AOP : les prix, en hausse en 2013/2014, pourraient rester à un niveau élevé en 2014/2015

Pour la campagne 2013/2014, avec une faible récolte pour la deuxième année

consécutives et malgré un commerce extérieur moins dynamique, les prix des vins d'appellation (mesurés par l'indice de prix à la production des vins d'appellation, Ippap) ont été beaucoup plus soutenus qu'en 2012/2013 (+19 %). Au début de la campagne 2014/2015, en août 2014, l'Ippap des vins d'appellation dépasse de 17 % sa valeur de début de campagne 2013/2014. La bonne récolte 2014 se combine toutefois, après les points bas de 2012 et 2013, à des stocks réduits. La quasi-stabilité des disponibilités et des exportations plutôt en reprise pourraient limiter l'érosion des prix, voire les maintenir à un niveau élevé.

Vins IGP et sans IG : au début de la campagne 2014/2015, les prix sont en hausse sur un an

Pour le premier mois de campagne 2014/2015, la hausse du prix des vins IGP et sans IG est supérieure à celle observée en moyenne lors de la campagne précédente pour toutes les catégories de vins, à l'exception des vins blancs sans IG. En août, les prix des vins rouge et rosé s'accroissent sur un an de 9 % pour les IGP après +7 % en moyenne lors de la campagne 2013/2014 et de 13 % pour les vins sans IG après +9 % lors de la campagne 2013/2014. S'il en va de même pour les vins blancs IGP (+12 % après +10 %), la hausse ralentit pour les vins blancs sans IG (+9 % après +13 %). Au début de la campagne 2014/2015, les stocks de report sont en recul aussi bien pour les IGP (-10 %) que pour les vins sans IG (-20 %). Ce recul, combiné à une quasi-stabilité de la récolte des vins IGP et sans IG favorise un maintien des prix à un niveau élevé.

PRODUCTIONS ANIMALES

Sur les huit premiers mois de 2014, la production de bovins s'est maintenue.

La production ovine a également été stable tandis que la production porcine a légèrement progressé malgré la baisse du cheptel. La production de volailles diminue à nouveau sous l'effet du recul des exportations françaises sur le marché du poulet « grand export ». Malgré des disponibilités relativement limitées pour ces filières, les prix sont globalement orientés à la baisse, en particulier pour la filière porcine avec un prix du porc qui décroche depuis le début de l'été. Néanmoins, le coût de l'alimentation animale, encore élevé au début de l'année, s'oriente également à la baisse depuis cet été, allégeant les charges d'alimentation des éleveurs. Sur les huit premiers mois de l'année, la consommation de viandes résiste soutenue par des prix au détail qui augmentent moins vite que les années passées.

En 2014, la production d'œufs a continué d'augmenter sans que les prix ne s'effondrent à nouveau, tout en restant relativement bas ; l'amélioration du solde commercial a contribué au maintien des cours.

Depuis juillet 2013, la collecte laitière est orientée à la hausse.

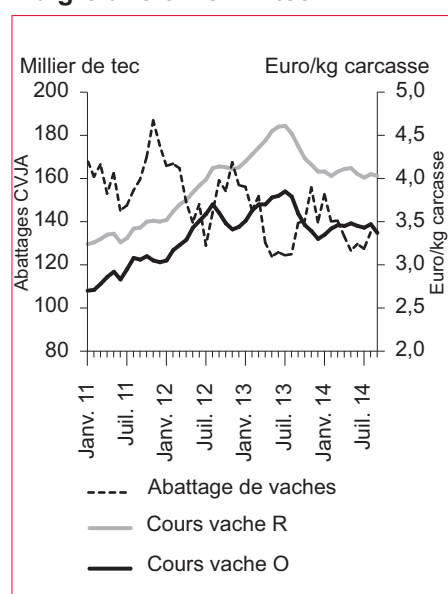
Bovins : offre limitée et recul des prix

En cumul sur les huit premiers mois de 2014, la production totale de bovins (définie comme la somme des abattements et du solde des échanges extérieurs d'animaux vivants) s'est maintenue à un niveau bas par rapport à la même période de 2013. Le léger recul des abattements a en effet été compensé par l'amélioration de l'excédent commercial sur les bovins vivants. Sur les huit premiers mois de l'année, les abattements de bovins ont diminué de 0,2 % par rapport à 2013 et de 5 % par rapport à 2012. Les abattements de génisses et de vaches ont quant à eux progressé (respectivement +2 % et +1,1 %) alors qu'ils avaient fortement diminué en 2012 et 2013, dans un contexte marqué par la recapitalisation du cheptel laitier en lien avec la sortie des quotas programmée pour 2015 (*Hausse confirmée des effectifs de*

vaches laitières en France en mai 2014, *Lait* n° 2014/252, octobre 2014). À l'inverse, les abattages de taurillons ont diminué de 3 % en 2014 après avoir augmenté de 11 % en 2013. Quant aux veaux de boucherie, les abattages sont restés orientés à la baisse, mais à un rythme plus modéré qu'en 2012 et 2013. S'agissant de l'excédent commercial des animaux vivants, les importations ont diminué mais surtout les exportations ont légèrement augmenté. La diminution des ventes vers l'Italie, principal débouché des brouillards français, a été compensée par le fort développement du marché espagnol.

En 2014, malgré une offre relativement limitée, les cours ont reculé par rapport à 2013 pour toutes les catégories de gros bovins finis ; ils sont restés toutefois au dessus du niveau moyen atteint sur la période 2009-2013. Ainsi, en moyenne sur les trois premiers trimestres, le cours de la vache O a diminué de 8 % par rapport à 2013 mais augmenté de 14 % par rapport à la moyenne 2009-2013. Seul le cours du veau de boucherie s'est maintenu au niveau de 2013. Quant au cours du bovin maigre, après cinq premiers mois prometteurs, la conjoncture est moins favorable depuis la fin du printemps. Les cours du maigre se sont notamment retournés en juin, passant en

Vache : cours en baisse malgré une offre limitée



Sources : Agreste, FranceAgriMer

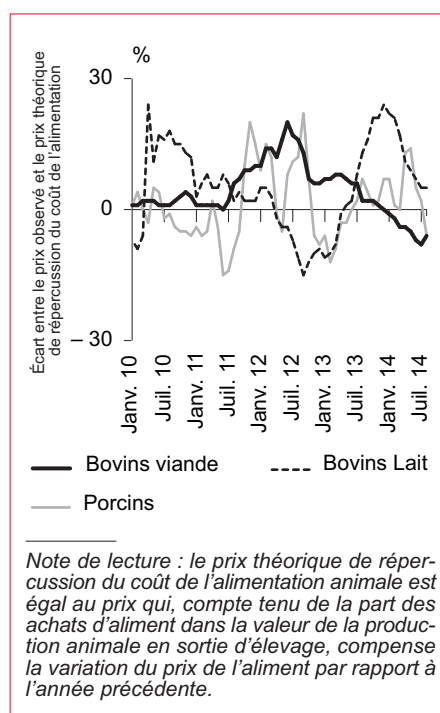
dessous du niveau élevé de 2013 et se rapprochant du cours moyen de la période 2009-2013.

Au 1^{er} semestre 2014, les prix à la production de la viande bovine sont inférieurs au prix de répercussion du coût de l'alimentation animale. Ce prix est calculé comme celui qui, compte tenu de la part des achats d'aliment dans la valeur de la production en sortie d'élevage, compenserait la variation du prix de l'aliment par rapport à l'année précédente, toutes charges égales par ailleurs. L'écart s'est même accru de janvier à juillet avant de se réduire, en août, à la suite de la baisse moins prononcée du prix à la production des gros bovins de boucherie.

Ovins : nette reprise des abattages d'agneaux depuis juin 2014

Sur les huit premiers mois de 2014, la production d'ovins a diminué en têtes

Au 1^{er} semestre 2014, les prix à la production de la viande bovine sont inférieurs aux prix de répercussion du coût de l'alimentation animale



Sources : Insee, Agreste

(- 1,5 %) mais a légèrement progressé en poids (+ 0,5 % en tonnes-équivalent-carcasse (tec) en raison de l'alourdissement des carcasses, en particulier les agneaux sortis des exploitations françaises cet été. En baisse de 1,5 % en tec sur le 1^{er} semestre, la production s'est redressée de 7 % sur la période juillet-août par rapport à 2013. En cumul de janvier à août, les abattages d'agneaux en tec ont progressé de 0,5 % en 2014 par rapport à la même période en 2013. En légère baisse sur les cinq premiers mois, ils se sont nettement redressés entre juin et août (+ 4 %), tendance qui se poursuivrait en septembre (+ 5 % par rapport à septembre 2013 d'après les 1^{es} estimations). À l'inverse, les abattages d'ovins de réforme ont reculé en 2014 (- 1,6 % en cumul de janvier à août).

Les moindres disponibilités sur le marché français jusqu'à la fin du printemps ont maintenu le cours de l'agneau à un niveau relativement élevé. Au 1^{er} semestre 2014, le cours moyen a dépassé de 6 % le niveau élevé de 2013 grâce à un pic élevé en avril lié à la fête de Pâques. Entre juillet et septembre, les prix sont repassés en dessous de ceux de 2013 et sont restés orientés à la baisse.

Après quatre années consécutives de baisse, les importations de viande ovine ont légèrement augmenté (+ 2,1 % au cours des huit premiers mois de 2014). En nette hausse sur le 1^{er} semestre 2014 (+ 7 %), elles se sont nettement contractées en juillet et août (- 10 % par rapport à l'été 2013), en particulier en provenance du Royaume-Uni (- 14 %) et d'Irlande (- 9 %). À l'inverse, les importations de Nouvelle-Zélande ont sensiblement progressé en 2014 (+ 11 % en cumul de janvier à août) mais sont restées bien en deçà de la moyenne sur les cinq dernières années, la Chine étant devenue la destination privilégiée des exportations néozélandaises.

En cumul de janvier à août, la consommation française de viande ovine, calculée par bilan, a augmenté en 2014 pour la 1^e fois depuis 10 ans.

Porcins : depuis le début de l'été, la rentabilité des élevages est grevée par le décrochage du prix du porc

En cumul sur huit mois, la production porcine française a légèrement progressé en 2014 (+ 0,3 % en tec par rapport à 2013). Après avoir fléchi de 0,5 % au 1^{er} semestre dans un contexte de baisse de la production en Europe, en particulier dans le bassin nord européen, la production a dépassé de 3 % en juillet et en août le niveau bas de l'été 2013. Compte tenu de la diminution des effectifs mesurés en mai 2014, la production française devrait toutefois repartir à la baisse sur la fin de l'année ainsi qu'au 1^{er} semestre 2015 (*Infos rapides d'octobre 2014 - n° 2/2 « Porcins - Cheptel de mai 2014 - Résultats français et européens »*).

Les exportations de viande porcine sont particulièrement marquées par la fermeture du marché russe aux opérateurs européens depuis le 29 janvier 2014 en raison des premiers cas de peste porcine africaine détectés en Pologne et dans les pays Baltes (*Produits laitiers, viande porcine, fruits et légumes : principales productions impactées par l'embargo russe, Commerce extérieur agroalimentaire n° 2014/253, octobre 2014*). En cumul de janvier à août, les exportations de viandes porcines françaises

diminuent de 5 % (- 22 000 tec), en particulier vers les pays tiers (- 21 500 tec). En 2013, 35 000 tec avaient été exportées vers la Russie entre février et août ; seule une partie des volumes exportés traditionnellement vers la Russie a pu être réorientée vers le Japon ou l'Asie du Sud-Est. D'ici la fin de l'année, le solde commercial de viande porcine, qui pour la première fois est déficitaire sur les huit premiers mois (- 3 800 tec en cumul de janvier à août), devrait continuer de se dégrader, 25 000 tec ayant été exportées vers la Russie sur les quatre derniers mois de 2013.

Après un 1^{er} semestre légèrement en deçà du niveau élevé de 2013, le cours du porc charcutier a décroché à l'entame de l'été, période pendant laquelle les exportations de viande ont le plus diminué (- 12 500 tec sur juillet et août). L'afflux de disponibilités semble avoir pesé sur les prix de même que la météo peu favorable à la consommation traditionnelle de grillades à cette période. Depuis, le cours a continué de reculer, passant en septembre en dessous de sa moyenne quinquennale puis descendant la semaine du 6 au 10 octobre à un niveau qui n'avait plus été atteint depuis le début de l'année 2011.

Sur le 1^{er} semestre 2014, le prix à la production du porc a été supérieur au prix de répercussion du coût de

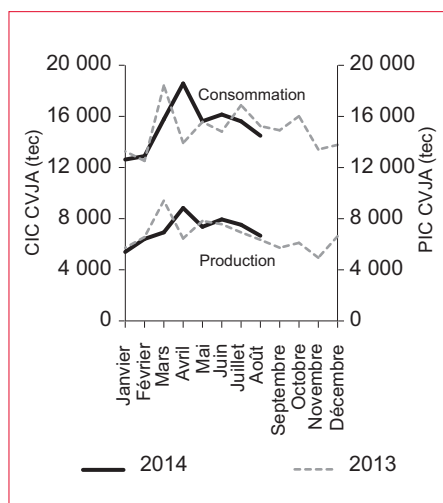
l'alimentation animale, autrement dit au prix, qui compte tenu de la part des achats d'aliment dans la valeur de la production en sortie d'élevage, compense la variation du prix de l'aliment par rapport à l'année précédente, toutes charges égales par ailleurs. En avril et en mai, le prix à la production a été nettement supérieur au prix de répercussion du coût de l'aliment puis l'écart s'est réduit en juin et juillet avant de s'inverser en août à la suite du recul prononcé du prix du porc. Malgré la perspective de baisse marquée du coût de l'alimentation, la rentabilité des élevages sur la fin d'année est incertaine, le prix du porc diminuant également fortement.

Nouveau repli de la production de volailles de chair essentiellement dû au recul des exportations françaises sur le marché du poulet « grand export »

La baisse des abattages de volailles s'accélère en 2014. Elle recule de 33 000 tec en cumul de janvier à août après avoir diminué sur l'année de 13 000 tec en 2012 puis de 19 000 en 2013. La situation est néanmoins contrastée selon les espèces.

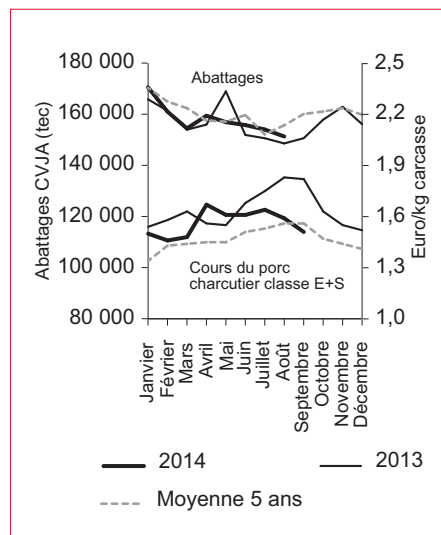
Les abattages de poulet se sont repliés de 4,4 % sur les huit premiers mois de

La reprise de la consommation de viande ovine au 1^{er} semestre a été atténuée par la morosité estivale



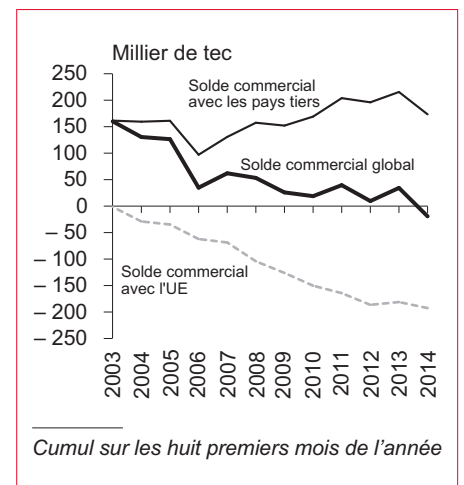
Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Le prix du porc est orienté à la baisse depuis le début du creux estival des abattages, soit deux mois plus tôt que d'habitude



Sources : Agreste, FranceAgriMer

Sur le poulet, la dégradation de l'excédent commercial avec les pays tiers ne permet plus en 2014 de compenser le déficit avec l'UE



Sources : Agreste, Douanes

l'année 2014, soit – 31 000 tec, à la suite de conditions de concurrence plus difficiles sur le marché du poulet « grand export » depuis la suppression des restitutions européennes en juillet 2013. Les exportations de poulets entiers et congelés vers le Proche et Moyen-Orient, qui représentaient en 2013 près de la moitié des exportations totales de viandes et préparations de poulets, ont reculé de 23 %, soit une baisse de 38 000 tec sur la période allant de janvier à août. Quant aux importations, après avoir légèrement diminué en 2013, elles repartent à la hausse en 2014 (+ 2,7 %) mais dans des proportions moindres que sur la période 2008-2012 (+ 6 % par an sur la période).

En 2014, les abattages de dindes ont de nouveau reculé mais à un rythme moindre que l'an passé : en cumul de janvier à août, la baisse se chiffre à 3 000 tec par rapport au niveau bas de 2013 ; par rapport au volume moyen sur la période 2009-2013, le repli s'élève à 22 000 tec. Les exportations de viandes et préparations de dindes, qui représentent un quart des débouchés des volumes abattus, suivent la même tendance (– 4 000 tec par rapport à 2013 et – 17 000 tec par rapport à la moyenne quinquennale). Pour le canard, les abattages progressent légèrement (+ 1 000 tec) malgré le repli des exportations de viandes et préparations de canards et la hausse des importations.

En raison de sa forte intégration, la filière avicole favorise le parallélisme des prix à la production et des coûts d'élevage, contractualisés par les intégranteurs. Ainsi, en moyenne de janvier à août, le prix à la production a reculé de 7 % pour les poulets standards et labels, les dindes et les canards à rôti et le prix de l'aliment composé a diminué de 8 % pour les dindes, de 10 % pour les poulets et de 11 % pour les palmipèdes de chair.

Une production d'œufs toujours croissante en 2014

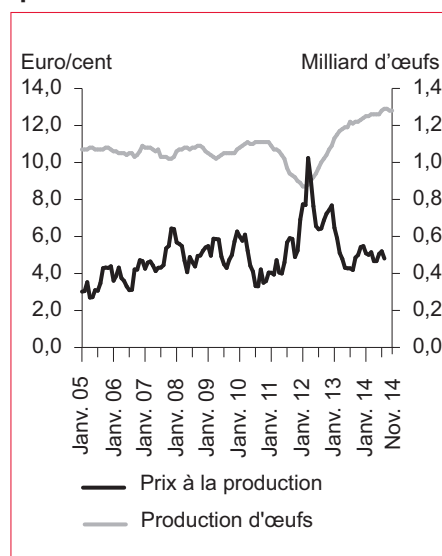
En 2011, la production française d'œufs de consommation s'est fortement réduite à la suite des impératifs

de mise aux normes européennes des cages de poules. Le cours français a augmenté dans le même temps jusqu'à atteindre un record historique en mars 2012. En 2012, la production s'est fortement redressée puis a continué d'augmenter en 2013, année au cours de laquelle les cours ont chuté à la suite de cette surproduction. En 2014, la production a continué de croître. Sur le 1^{er} semestre, elle a dépassé de 5 % le niveau élevé de 2013 et de 11 % celui de 2010, niveau le plus haut avant la mise aux normes. Néanmoins, la production se retournerait sur le dernier trimestre 2014, les mises en place reculant depuis le mois de mai. En cumul de mai à juillet 2014, les mises en place ont diminué de 7 % par rapport à la même période en 2013.

En 2013, le prix des œufs a fortement chuté et atteint son point le plus bas à la fin de l'été. Il s'est ensuite redressé jusqu'en décembre. Puis, en 2014, le prix s'est de nouveau orienté à la baisse avec quelques fluctuations mensuelles. En moyenne sur les huit premiers mois de 2014, il a toutefois dépassé de 6 % le prix enregistré en 2013 sur la même période malgré une production plus conséquente.

L'augmentation de la production s'est accompagnée d'une hausse des exportations, qui toutefois ne représentent qu'environ 10 % de la production. Après un 1^{er} trimestre stable par rapport

Le prix de l'œuf se maintient en 2014 malgré une production qui continue de croître



Sources : Insee, Agreste

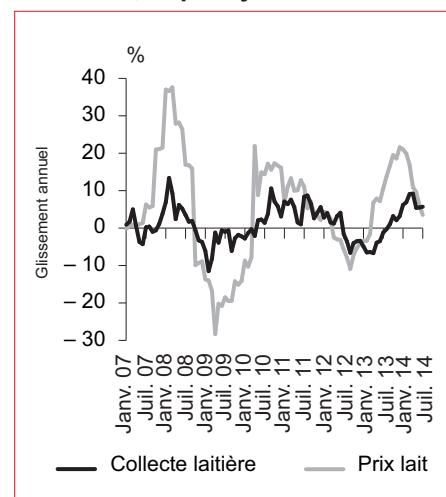
port à 2013, les exportations d'œufs de consommation ont sensiblement progressé au 2^e trimestre 2014. En cumul de janvier à août, elles ont augmenté de 3 % en tonne-équivalent-œuf-coquille (teoc) sous l'effet de la hausse marquée des exportations d'œufs en coquille qui a poursuivi sa dynamique de l'an passé (+ 14 % après + 21 % en 2013). Dans le même temps, les importations d'œufs de consommation, qui sont inférieures aux exportations depuis l'an passé, ont de nouveau reculé (– 10 %), en particulier celles d'œufs en coquille (– 27 %).

Après un net recul en 2013, le prix de l'aliment pour poules s'est stabilisé au 1^{er} semestre 2014. En moyenne sur les huit premiers mois de l'année 2014, il a reculé de 12 % sur un an. Depuis le début de l'été et la chute du cours des céréales et du soja, le prix de l'aliment est de nouveau orienté à la baisse, tendance qui devrait se poursuivre.

Collecte laitière toujours en hausse

La collecte de lait reste dynamique en juillet 2014 avec une hausse de + 4,4 % par rapport à juillet 2013. Fin 2012 et début 2013, la production laitière avait été pénalisée par la flambée du coût de l'alimentation animale. À

La collecte laitière est en hausse, sur un an, depuis juillet 2013



Sources : Agreste, FranceAgriMer

partir de juillet 2013, la tendance s'est inversée et la collecte laitière a amorcé sa hausse. La conjonction de facteurs favorables a incité les producteurs à accroître leur production.

Fin 2012, un déficit d'offre au niveau mondial conjugué à une demande chinoise soutenue a généré une hausse des prix des produits industriels aux niveaux mondial et national qui s'est ensuite répercutée plus ou moins vite selon les pays sur le prix du lait à la production. En France, le prix du lait a augmenté en glissement annuel à partir d'avril 2013. Avec la hausse du prix du lait payé aux producteurs, la collecte des grands bassins exportateurs a augmenté ainsi que les fabrications de produits laitiers. En France, la collecte laitière n'est toutefois repassée au-dessus du niveau de celle de 2012 qu'en juillet 2013. En cumul sur les quatre premiers mois de la campagne 2014/2015, la collecte laitière s'est accrue de 7 % sur un an.

Dans un contexte de repli des cours des tourteaux et des céréales, l'indice Ipampa des aliments pour vaches laitières s'est contracté de 7 % sur les huit premiers mois de l'année 2014 par rapport à la même période de 2013. De plus, le climat pluvieux de l'été 2014 a permis une bonne pousse de l'herbe et une récolte de fourrages abondante facilitant l'augmentation de la production en limitant le recours aux aliments pour vaches laitières en août 2014. La production d'aliments pour vaches laitières a toutefois augmenté de 6 % sur les huit premiers mois de l'année 2014. Globalement, le coût de l'alimentation achetée par litre de lait s'est plutôt rétracté, permettant une certaine détente de la pression pesant sur les marges des producteurs.

Après s'être détendus durant le premier semestre 2014, les cours mondiaux et européens des produits laitiers ont chuté à partir d'août 2014 après un premier repli. Ce repli des cours s'explique d'une part par la hausse de la collecte laitière mondiale qui s'est accélérée sur les 6 premiers mois de l'année 2014 et d'autre part, par le ralentissement des achats chinois. L'annonce de l'embargo russe sur les produits européens, nord-américains

et australiens notamment a accentué la chute des cours. Les cours devraient continuer de reculer en raison d'une collecte toujours en hausse et des échanges mondiaux réduits.

à août 2014, a fléchi de 1,9 % par rapport à la même période de 2013. Il a été stable de mars à mai 2014 et a rebondi légèrement en juin tout en demeurant inférieur à 2013, dans le sillage des cours du pétrole et du dollar.

INTRANTS

Le prix d'achat des intrants (mesuré par l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole ou Ipampa pour les biens et services de consommation courante) a poursuivi sa baisse jusqu'en août 2014. Ce recul a été entamé en mars 2013 sous l'effet du recul des prix des aliments pour animaux, en lien avec la baisse des cours céréaliers et oléagineux, et le repli des prix des énergies et lubrifiants. En cumul sur les huit premiers mois de 2014, les prix d'achat des intrants se sont réduits de 3,2 % sur un an.

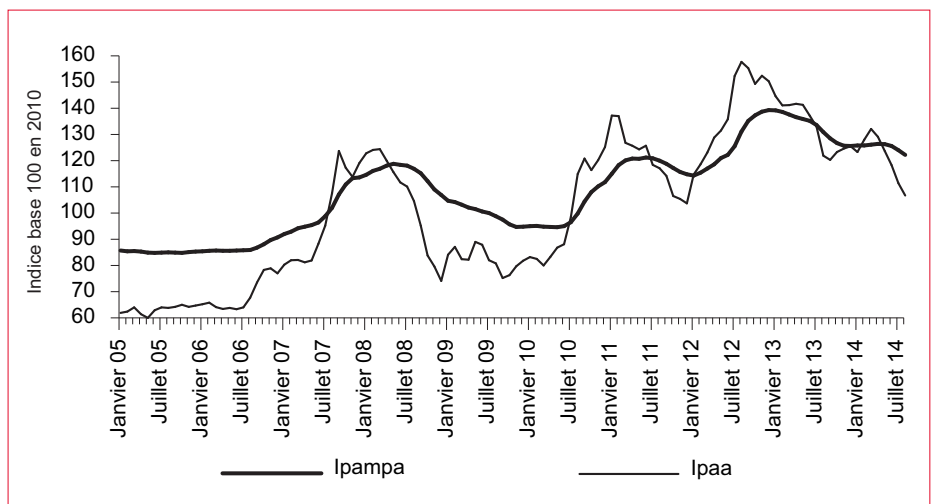
Recul du prix de l'énergie

Après avoir connu des évolutions en dents de scie durant l'année 2013, le prix de l'énergie, en cumul de janvier

Le coût de l'alimentation animale, encore élevé au début de l'année, s'oriente à la baisse

La production nationale d'aliments composés recule en 2014 sous l'effet de la baisse de la fabrication d'aliments composés pour les porcins et les poulets de chair hors label dans le sillage de leur production. En cumul de janvier à août, elle a diminué de 0,8 % sur l'ensemble des animaux de ferme, de 3,7 % pour les porcins et de 8 % pour les poulets de chair hors label. À l'inverse, la demande en aliments concentrés des vaches laitières a été forte (+ 6 %) dans un contexte de prix élevé du lait et de croissance attendue de la demande sur le moyen terme incitant les éleveurs à poursuivre l'augmentation de la production laitière. Pour la fin de l'année, plusieurs facteurs laissent présager une baisse plus marquée de la production d'aliments composés : la chute du cours des tourteaux et des céréales sur la nouvelle

Les prix des achats d'aliments suivent en les amortissant les fluctuations des cours des matières premières



Sources : Agreste et Insee - Ipampa (Indice de prix des achats des moyens de production agricoles), base et référence 100 en 2010. La Dépêche - Le Petit Meunier - Ipaa (Indice des prix des matières premières de l'alimentation animale), reflétant l'évolution de prix d'un panier de matières premières de l'alimentation animale.

campagne pourrait favoriser un recours plus important pour les porcins aux aliments fabriqués à la ferme ; l'importante récolte fourragère pourrait limiter la demande pour les ruminants ; enfin la hausse de la collecte laitière pourrait ralentir avec les perspectives économiques moins favorables sur la fin d'année 2014 et le niveau déjà élevé de la collecte au 4^e trimestre 2013.

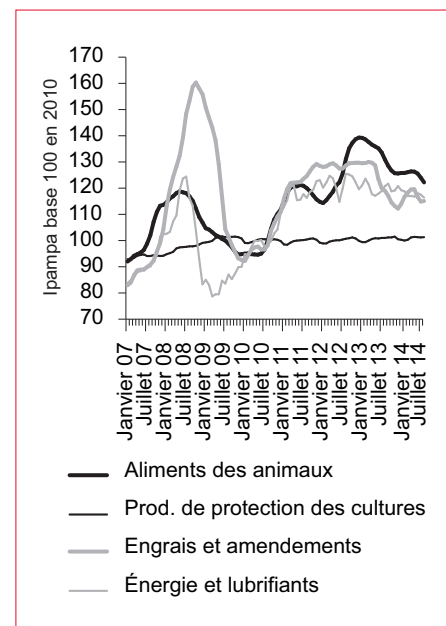
Les cours des matières premières utilisées en alimentation animale se sont envolés en 2012. Malgré leur repli en 2013, ils étaient toujours élevés à la fin du 1^{er} trimestre 2014. À partir de la mi-avril, ils ont très nettement reculé et sont quasiment revenus fin septembre au niveau d'avant la flambée du cours des matières premières de 2010/2011. Les prix d'achat par les éleveurs des aliments auprès des fabricants industriels répercutent les évolutions des cours des matières premières mais avec retard et dans des proportions moins fortes. En moyenne de janvier à août, les prix d'achat des aliments pour animaux ont baissé de 8 % par rapport à 2013 ; néanmoins, en août, ils sont restés supérieurs au plus haut niveau enregistré en 2011. Pour la fin de l'année, la baisse du prix des aliments composés devrait s'accélérer.

Prix d'achat des engrais en baisse lors de la campagne 2013/2014

Après une reprise lors de la campagne 2012/2013 – de juillet à juin –, les livraisons d'engrais azotés ont continué de croître durant la campagne 2013/2014 mais à un rythme moins soutenu (+ 1,5 % entre les campagnes 2012/2013 et 2013/2014). Les achats ont toutefois ralenti au 2^e trimestre 2014. Les prix d'achat des engrais azotés ont diminué de 11 % entre les campagnes 2012/2013 et 2013/2014, mais le prix des céréales était en fort recul, détériorant le rapport de prix entre les céréales et les engrais.

En revanche, les livraisons de phosphates et de potasse de la campagne 2013/2014 – de mai à avril – ont été inférieures à celles de 2012/2013 (resp. – 8 % et – 7 %) alors qu'elles avaient fortement progressé entre les campagnes 2011/2012 et 2012/2013 à la faveur du renchérissement du prix des céréales. Les achats ont été plus importants de novembre 2013 à avril 2014. Les prix d'achat d'engrais phosphatés et de potasses se sont également repliés (resp. – 12 % et – 5 %) entre les campagnes 2012/2013 et 2013/2014.

En 2014, les prix de l'alimentation animale et des engrais toujours en retrait



Sources : Insee, Agreste

Le retrait a été particulièrement prononcé lors du dernier trimestre 2013, dans un contexte de baisse plus grande des prix des grandes cultures.

Retour GRANDES CULTURES

Un été froid et pluvieux après un printemps doux et sec

L'hiver 2013-2014, exceptionnellement doux et pluvieux, a perturbé la commercialisation des légumes d'hiver. Le printemps, également doux, s'est avéré favorable aux productions végétales, même si les grandes cultures ont pâti du manque d'eau durant cette période dans la moitié Est du pays. Les pluies abondantes de l'été ont rechargé les réserves en eau du sol. Cette importante pluviométrie a été bénéfique aux rendements des grandes cultures et de la vigne mais a aussi favorisé l'apparition de maladies. La production des prairies a été exceptionnelle. Par ailleurs, la grande fraîcheur de l'été a dégradé la qualité du blé et diminué la consommation des fruits d'été.

Les températures douces et la forte pluviométrie de l'hiver ont pesé sur la commercialisation des légumes d'hiver

L'hiver 2013-2014 (décembre à février) a été exceptionnellement doux. La température moyenne a été supérieure à la normale de près de 2°C et le nombre de jours de gel a été faible.

À partir de janvier, cet hiver a également été particulièrement pluvieux, notamment à l'Ouest et dans le Sud-Est. Seul le quart Nord-Est et le Roussillon ont été en déficit pluviométrique. Des inondations ont touché d'abord la Bretagne, puis le Sud-Est et enfin le Sud-Ouest. Cette pluviométrie hivernale s'est avérée exceptionnelle tant en quantité d'eau qu'en fréquence des pluies. À la fin de l'hiver, l'indice d'hu-

midité des sols était excédentaire ou proche de la normale sur l'ensemble du pays, à l'exception du Roussillon et d'une bande à l'Est qui s'étend des départements de la Meuse et de la Moselle à la Haute-Savoie.

Cet hiver doux et pluvieux a finalement peu influé sur la production de grandes cultures mais a en revanche fortement perturbé la commercialisation des légumes d'hiver.

Pour les grandes cultures, la pluviosité hivernale a surtout retardé les semis de printemps et les interventions sur les cultures en place. À l'inverse, les températures élevées ont favorisé la croissance des cultures d'hiver.

Les conditions de commercialisation des légumes d'hiver (chou-fleur, endive,

poireau, salades d'hiver) ont été difficiles. Les températures douces et la forte pluviométrie se sont soldées par un déficit de la demande, des difficultés de récolte avec de fortes hausses des pertes au champ ou des afflux de produits dus à une pousse accélérée.

Un printemps doux globalement favorable aux productions végétales

À l'instar de l'hiver, le printemps est resté particulièrement doux dans l'ensemble des régions, notamment en mars et avril. Le mois de mai a, quant à lui, enregistré des températures plus conformes aux normales saisonnières. En moyenne sur la saison, elles dépassent de près de 1°C la normale. En revanche, durant ce printemps, les pluies ont globalement été faibles. Si le déficit pluviométrique a concerné

surtout la moitié Est du pays, l'indice d'humidité des sols s'est tout de même détérioré au fil des mois dans la plupart des régions. Au 1^{er} juin 2014, seuls la Normandie, l'Eure-et-Loir et les départements pyrénéens ont un indice supérieur au niveau habituel de saison.

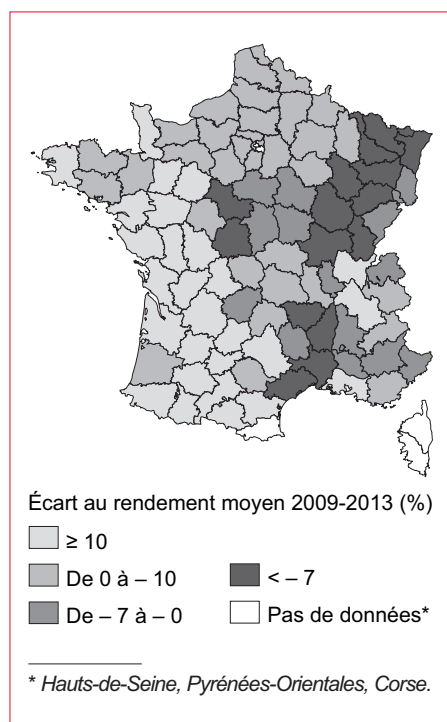
Globalement cette séquence climatique printanière a été favorable aux productions végétales. Toutefois, la baisse rapide des abondantes réserves d'eau des sols disponibles fin février a handicapé la production des grandes cultures dans l'Est du pays (les rendements de l'orge de printemps sont inférieurs de 12 à 16 % à la moyenne des cinq dernières années en Bourgogne, Lorraine, Franche-Comté et Alsace). La campagne des légumes de printemps est marquée par une nette avance des productions et des rendements plutôt en hausse par rapport à ceux de 2013 qui avaient été affectés par un printemps particulièrement froid. La floraison s'est en général bien

déroulée pour les fruits et la vigne. Les rendements ont été plus élevés que ceux de l'année passée, durant laquelle des difficultés de floraison avaient affecté les productions de fruit d'été et de vin. Toutefois, une sécheresse printanière a touché le littoral des départements de l'Aude et de l'Hérault, entraînant une baisse du niveau de production viticole de ces départements.

L'été froid et pluvieux a impacté les cultures de façon inégale

L'été a été froid et très arrosé. Le mois de juin a encore été chaud et sec notamment au Nord-Est et dans le Centre-Est du pays. En revanche, juillet a été marqué par le retour de pluies abondantes et fréquentes et le mois d'août s'est avéré très frais et également pluvieux dans l'ensemble des régions. Au final, le déficit pluviométrique a complètement été résorbé. Au 1^{er} septembre, l'indice d'humidité des sols est largement excédentaire sur la plus grande partie du territoire. Septembre a ensuite été, durant ses deux premières décades, une période chaude, sèche et ensoleillée, avec des températures supérieures de 2 à 3°C à la normale, selon les régions. Les dix derniers jours du mois de septembre ont été marqués par de très fortes pluies qui ont provoqué de graves inondations en Ardèche et dans le Languedoc-Roussillon.

Des rendements d'orge de printemps inférieurs à la moyenne 2009-2013 dans le Nord-Est



Source : Agreste

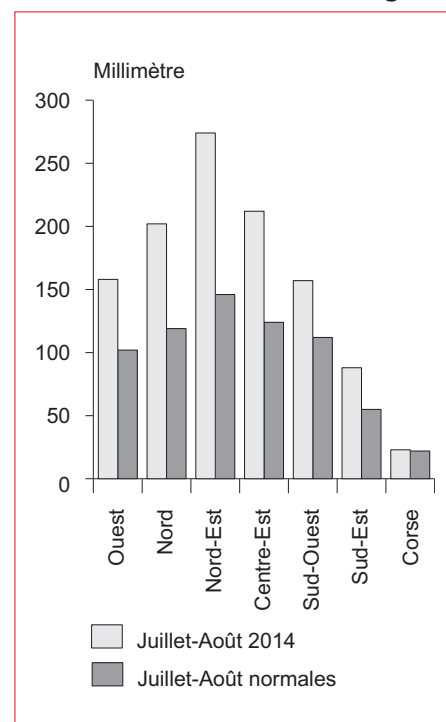
Des pluies plutôt favorables aux grandes cultures

Les températures élevées du mois de juin ont précipité les récoltes des céréales à paille et du colza. Les cultures d'hiver ont été récoltées en avance. Les grandes cultures destinées à être récoltées à l'automne ont bénéficié des pluies abondantes de cet été. Ainsi, les rendements du maïs, de la betterave et de la pomme de terre s'annoncent très élevés. Le rendement du maïs-grain atteindrait 97 q/ha, en hausse de 16 % sur un an. Le rendement de la pomme de terre progresserait de 12 % sur un an. Celui du tournesol augmenterait, soutenu par une bonne alimentation hydrique estivale. Néanmoins, la progression du rendement est freinée par l'excès d'eau qui a engendré l'apparition de maladies du tournesol

comme le mildiou ou la sclérotinia. Les températures froides de juillet et août sur des blés déjà à maturité ont entraîné localement des phénomènes de prégermination. Ainsi, pour certains blés, la transformation de l'amidon en sucres à la suite du début de germination du grain les rend inutilisables pour la meunerie. Ce serait le cas pour 27 % des blés selon l'enquête qualité de FranceAgriMer - Arvalis. Ces blés serviront de fourrage pour les animaux.

Les intempéries des mois de juillet et août ont également nettement ralenti de nombreuses productions en légumes d'été. La baisse des volumes liée aux faibles températures, à la forte pluviométrie et à la hausse de la pression parasitaire, est prononcée sur les cultures de plein air de melons, concombres et tomates. Dans le même temps, la demande est également plus faible. Seule la courgette, le légume à cuire de l'été, parvient à progresser tant en production qu'en commercialisation.

Une pluviométrie estivale abondante dans toutes les régions

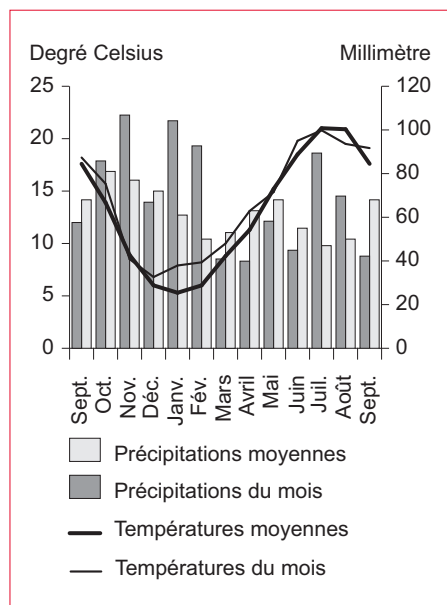


Source : Météo France

La consommation des pêches et abricots perturbée par les pluies et la fraîcheur

En ce qui concerne la vigne, des attaques cryptogamiques (liées à des champignons) sont apparues en août.

Un hiver et un été pluvieux



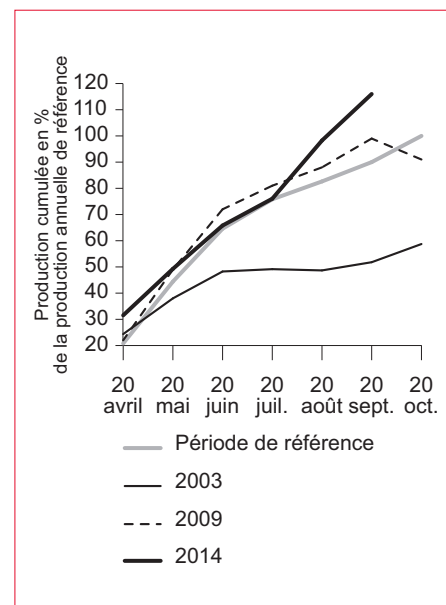
Source : Météo France

Elles ont pu être enrayées grâce à des traitements phytosanitaires et au climat chaud et sec de septembre. Le climat humide estival a favorisé le grossissement des baies, sauf dans des départements du Languedoc-Roussillon, déjà touchés par la sécheresse au printemps. Même si les épisodes de grêle de juillet ont affecté une surface de 28 000 ha au niveau national, le potentiel de production serait supérieur à la moyenne, selon les dernières prévisions. Les pluies diluviennes de septembre sur les départements méditerranéens ne semblent pas avoir impacté de manière importante la récolte viticole, alors presque achevée. En revanche, l'impact pourrait être plus important sur les ceps de vigne eux-mêmes, et donc sur la prochaine campagne. D'autre part, la pluie et la fraîcheur de la plus grande partie de l'été ont ralenti la consommation des pêches et abricots.

La production d'herbe a connu un démarrage précoce en début de printemps. Elle a retrouvé par la suite un niveau conforme à la norme en mai et juin sur le territoire, marqué par un fort contraste entre l'Ouest, excédentaire,

et l'Est, fortement déficitaire. Les pluies d'été ont en revanche permis un rattrapage de la production dans l'Est et conforté le très bon niveau de production dans l'Ouest. La campagne est ainsi globalement excédentaire cette année.

Une production estivale d'herbe exceptionnelle



Sources : Agreste - Isop, Météo France, Inra

Sources et définitions

■ Données climatiques

L'ensemble des données de températures et de précipitations proviennent de Météo-France.

Les données régionales correspondent à la moyenne des températures et précipitations relevées quotidiennement sur plusieurs stations météo de la région. La liste des stations par région est la suivante :

Ouest : Brest, Rennes, Caen, Nantes, Angers

Nord : Le Bourget, Lille, Reims, Rouen, Orléans, Auxerre

Nord-Est : Strasbourg, Nancy, Bâle-Mulhouse, Besançon

Centre-Est : Lyon, Dijon, Grenoble, Clermont-Ferrand

Sud-Ouest : Bordeaux, Toulouse, Gourdon, Mt de Marsan, Cognac, Limoges

Sud-Est : Perpignan, Montpellier, Orange, Marignane, Nice, Saint-Auban

Corse : Cap Corse, Île Rousse, Ajaccio, Pertusato

Les normales saisonnières sont les moyennes sur la période 1981-2010 des hauteurs de précipitations et des températures moyennes mensuelles.

■ Informations et suivi objectif des prairies (Isop)

Le système Isop – Informations et Suivi Objectif des Prairies – fournit des estimations de rendement des prairies temporaires et permanentes productives à l'échelle de la région fourragère à partir d'un modèle de simulation (STICS - Prairies). Il est opérationnel sur la France métropolitaine. Le système Isop calcule les quantités de matière sèche cumulée par hectare au pas de temps journalier sur chaque région fourragère. Les simulations sont effectuées lorsqu'un type de prairies donné – permanentes ou temporaires – couvre plus de 7 000 hectares par région fourragère et 2 000 ha pour les départements du pourtour méditerranéen quelle que soit l'altitude. Les prairies productives situées au-dessus de 1 000 mètres peuvent parfois être moins bien représentées à l'échelle des régions fourragères. Les résultats de simulation sont extraits au 20 de chaque mois par région fourragère, entre mars et octobre, sous forme d'un rapport à la normale correspondant à la moyenne calculée sur la période 1982-2009. À partir de 2007, une nouvelle version d'Isop a été développée. Elle intègre de nouvelles données météorologiques permettant de prendre en compte des événements climatiques plus localisés. En 2010, les simulations ont été étendues aux départements du pourtour méditerranéen. Les rendements de référence sont à présent calculés sur une période de 28 années de 1982 à 2009 (1982 à 2006 dans l'ancienne version). Isop est le fruit d'une étroite collaboration entre Météo-France, l'Inra et le SSP.

Pour en savoir plus

- les publications Agreste dans l'espace Conjoncture
- les données chiffrées dans les Données en ligne

Publications Agreste :

- « Une pluviométrie très contrastée en septembre », Infos rapides Climatologie, octobre 2014
- « Août aux tisons », Infos rapides Climatologie, septembre 2014
- « Juillet, des pluies fréquentes et abondantes », Infos rapides Climatologie, août 2014
- « Juin, de la chaleur et peu de pluie », Infos rapides Climatologie, juillet 2014
- « Mai, un peu plus frais », Infos rapides Climatologie, juin 2014
- « De la douceur et peu de pluie en avril », Infos rapides Climatologie, mai 2014
- « Mars, doux et sec », Infos rapides Climatologie, avril 2014
- « Encore de la douceur et de la pluie en février », Infos rapides Climatologie, mars 2014
- « Douceur exceptionnelle et inondations en janvier », Infos rapides Climatologie, février 2014

et sur les prairies

- « Les prairies vues par Isop en septembre 2014 », Infos rapides Prairies, septembre 2014
- Données chiffrées dans la rubrique Climatologie du Bulletin disponible sur l'espace Conjoncture : www.agreste.agriculture.gouv.fr/conjoncture/le-bulletin/

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèses Céréales octobre-novembre n° 2014/249

Retour GRANDES CULTURES

Blé tendre : le niveau élevé de la récolte tire les prix vers le bas

Dans un contexte d'abondance de l'offre au niveau mondial, les prix du blé tendre ont nettement fléchi en début de campagne 2014/2015. Fin septembre en France, le blé tendre de qualité meunière cote 15 % de moins, en France, qu'un an plus tôt et le blé fourrager 30 % de moins. La différence de prix entre le blé fourrager et le blé meunier s'accroît en ce début de campagne. Les températures fraîches et les pluies estivales ont en effet altéré la qualité des blés sur certains territoires et des quantités importantes ne pouvant être utilisées en meunerie se sont retrouvées sur le marché de l'alimentation animale. La concurrence du maïs, abondant au niveau mondial comme européen tire également les prix du blé fourrager à la baisse.

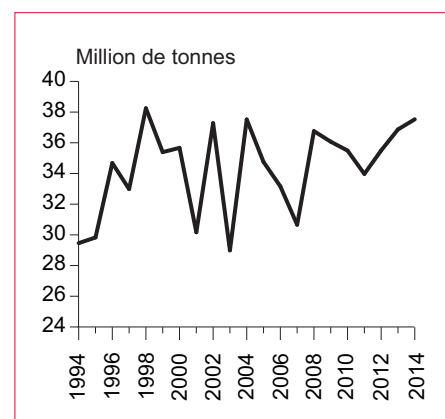
Selon le Conseil International des Céréales (CIC), la production mondiale de blé devrait atteindre le niveau record de 717 millions de tonnes lors de la campagne 2014/2015. La production progresserait de 4 millions de tonnes après une récolte déjà élevée en 2013/2014. La demande de blé augmenterait également, passant de 695 à 709 millions de tonnes mais resterait inférieure à la production. L'essentiel de la hausse proviendrait de l'alimentation animale. Cet usage s'est accru cette année par la disponibilité plus importante que les années passées de blés inaptes à la panification dans certains pays d'Europe en raison des intempéries estivales. Le stock mondial de blé parviendrait à son plus haut niveau depuis cinq ans : 195 millions de tonnes à l'issue de la campagne 2014/2015, en hausse de 8 millions de tonnes. La production de

blé tendre dans l'Union européenne augmenterait de 3 millions de tonnes grâce au Royaume-Uni. La récolte devrait également être abondante dans les pays de la mer Noire et en Chine. En revanche, l'USDA (département de l'agriculture américain) anticipe une légère baisse de la production des États-Unis. La récolte devrait aussi reculer au Canada, en Australie et au Proche-Orient. Les stocks de blé progresseraient chez les principaux exportateurs : Union européenne, États-Unis et pays de la mer Noire.

En France, la récolte de blé tendre cette année est évaluée à 37,5 Mt, en hausse de 1,8 % par rapport à l'année dernière. La production se situe au-delà du niveau moyen des récoltes 2009 à 2013 (+ 5,5 %) et atteint un niveau inégalé depuis une dizaine d'années. Au niveau qualitatif, la récolte

étant hétérogène, une partie non négligeable devrait être utilisée en blé fourrager.

En France, la récolte de blé tendre atteindrait un niveau élevé en 2014



Source : Agreste - Statistique Agricole Annuelle 1994-2013/Conjoncture 2014

Des prix faibles en 2014

Au début de la campagne 2013/2014, les cours français et mondiaux du blé étaient en baisse à la suite d'une récolte 2013 abondante. À l'automne 2013, ils étaient remontés suite aux révisions à la baisse des productions d'automne avant de reculer à nouveau en début d'année 2014. En mars 2014, les cours sont repartis à la hausse en raison du contexte géopolitique en Ukraine et de la crainte du phénomène climatique El Niño qui aurait pu limiter la production de céréales dans l'hémisphère sud par son ampleur. La tonne de blé cotée à Chicago a ainsi gagné 30 dollars entre février et mars. Or, l'Ukraine et la Russie ont continué d'exporter des céréales et notamment du blé à un rythme soutenu. Par ailleurs, les craintes concernant l'importance du phénomène El Niño se sont beaucoup atténuées. Les prévisions de récoltes dans les grandes régions productrices mondiales ont été revues à la hausse, même si des problèmes de qualité sont apparus. Outre la France, quelques pays européens ont

été touchés comme la Pologne et l'Ukraine. Les cours ont reculé à partir du mois d'avril et plus encore à partir de juillet, à l'occasion des premières moissons en Europe et dans les pays de la mer Noire. Fin septembre, les prix en France sont 15 % inférieurs à ceux de l'année passée. Aux États-Unis, les prix des blés non altérés par les intempéries se raffermissent fin septembre, de fortes précipitations au Canada ayant altéré la qualité d'une partie de la récolte.

La baisse des prix en France est plus importante que sur les marchés mondiaux. Entre fin août et fin septembre 2014, le blé tendre de qualité meunière libellé en euros perd 9 % contre moins de 1 % aux États-Unis et en Ukraine. Libellé en dollar, le prix du blé recule de 4 % aux États-Unis sur cette période, l'euro se dépréciant par rapport au dollar. En septembre, la France a remporté des appels d'offres internationaux notamment en Algérie et en Égypte pour des blés de qualité meunière.

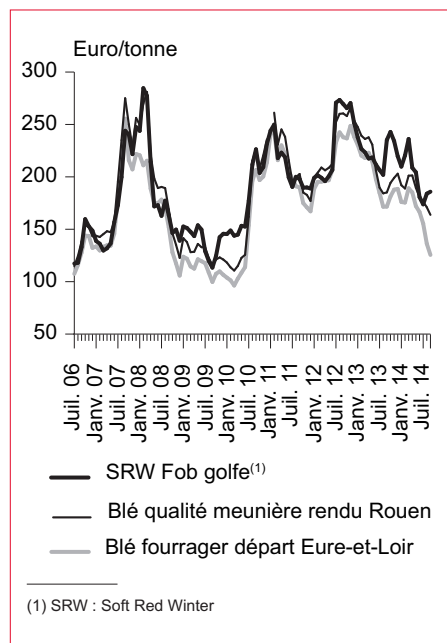
La décote du blé fourrager par rapport au blé meunier s'accroît

En 2014, l'écart de prix entre le blé meunier et le blé fourrager s'accroît. Le décrochage des prix du blé fourrager a débuté mi-juillet et s'est accentué tout au long de l'été. En juillet, le blé fourrager cotait 15 € de moins que le blé meunier. En août, l'écart a atteint 35 € avant de se stabiliser autour de 39 € en septembre. Cette différence de prix entre le blé meunier et le blé fourrager est nettement supérieure à une année moyenne. En 2013, par exemple, la décote oscillait autour d'une dizaine d'euros. Les problèmes de qualité du blé ont touchés d'autres pays d'Europe, comme la Pologne et l'Allemagne ainsi que l'Ukraine. Une quantité de blé fourrager plus abondante a donc été disponible en Europe. Elle s'est heurtée à la concurrence du maïs dont la récolte était, elle aussi, attendue en forte hausse par rapport à l'année précédente, aussi bien en

France que dans le monde. Le cours du blé fourrager s'est ainsi retrouvé proche du cours du maïs dont une grande partie est destinée à l'alimentation animale. Fin septembre, la tonne de maïs cote 128 euros (récolte sud-Toulouse), proche de celle du blé fourrager (122 € au départ de l'Eure-et-Loir). Sur un an, le blé fourrager perd 21 % de sa valeur moyenne de juillet à septembre. Entre fin septembre 2014 et fin septembre 2013, la chute est de 30 %.

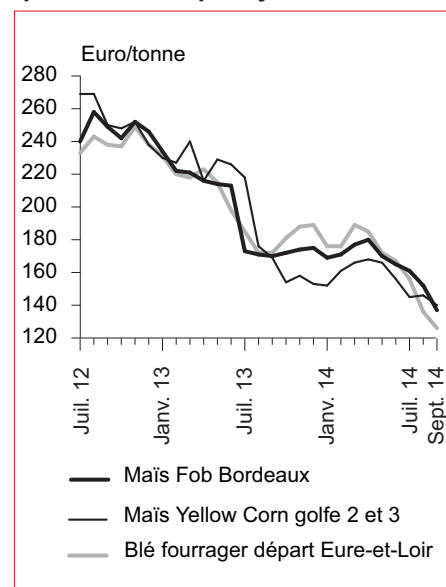
Un marché des blés de qualité intermédiaire pourrait se développer entre les blés satisfaisant les caractéristiques habituelles des blés panifiables et les blés fourragers. Ainsi, dans certains territoires, un segment nouveau de marché semble se créer. Il s'agit de blés prégermés pouvant avoir un temps de chute de Hagberg compris entre 140 et 200 et qui peuvent être utilisés quand même en meunerie. Par exemple dans la Marne, le blé 150 d'Hagberg bénéficie d'une surcote (6 à 7 euros fin septembre) par rapport au blé fourrager.

Prix du blé sur le marché mondial



Sources : La Dépêche, FranceAgriMer

Le blé fourrager baisse davantage que le maïs depuis juillet 2014



Sources : La Dépêche, FranceAgriMer

Une qualité hétérogène mais meilleure qu'anticipée fin août

Des problèmes météorologiques ont perturbé la récolte cet été. Le froid de début juillet a entraîné un début de germination sur pied des grains qui s'est traduit par des temps de chute de Hagberg inférieurs aux niveaux habituellement requis par la meunerie. Les pluies estivales abondantes ont amplifié localement ce phénomène. Des inquiétudes sur la qualité des blés sont apparues fin juillet. Un travail important de tri a dû être organisé par les organismes stockeurs afin de ne pas contaminer des lots présentant un temps de chute de Hagberg élevé par des lots de moins bonne qualité.

Mi-septembre, la qualité s'avère moins catastrophique que ce qui avait été anticipé, selon l'enquête de FranceAgriMer/Arvalis. Les meuneries françaises peuvent être alimentées en blé français et des blés de qualité meunière sont disponibles pour l'exportation. Le Sud de la France, le Nord-Est, la façade Atlantique et celle de la Manche seraient quasi totalement épargnés. Dans les autres régions, la proportion de surfaces affectées peut être assez variable. Selon l'enquête FranceAgriMer/Arvalis 46 % de la récolte aurait un temps de chute de Hagberg supérieur à 220 secondes, temps qui correspond à un très bon niveau pour la panification. Ce niveau peut-être assez variable d'une année sur l'autre. Entre 2009 et 2013, la proportion de blés ayant un temps de chute de Hagberg supérieur à 220 secondes a varié entre 72 % et 100 %. Par ailleurs, 65 % de la

récolte 2014 auraient un temps de chute supérieur à 170 secondes. La teneur moyenne en protéine est de 11,1 %, proche de celle de 2013 (11,2 %). Le poids spécifique des blés est aussi globalement satisfaisant, 60 % des blés ayant un poids spécifique supérieur à 76 kg/hl. Ce nombre est un seuil commercial pour de nombreux cahiers des charges pour exporter vers le Moyen-Orient et le Maghreb. La force boulangère, qui détermine l'aptitude à la déformation d'une pâte est classée de bonne à très bonne pour 43 % de la collecte de blé. Au final, une partie non négligeable de la production française pourra trouver des débouchés à l'exportation, même si une partie devrait servir de fourrage. En septembre, des blés français de qualité meunière satisfaisant un cahier des charges strict ont été exportés vers l'Algérie et l'Égypte. L'Algérie exige notamment un Hagberg minimum de 240, l'Égypte est plus souple sur ce critère (200 au minimum).

Critères de qualité du blé :

Le temps de chute de Hagberg : un temps suffisamment long traduit l'intégrité de l'amidon et l'aptitude à la fermentation. Un temps court traduit la transformation de l'amidon en sucres à la suite du début de la germination du grain. Si le temps de chute de Hagberg est trop faible, la levée de la pâte ne s'effectue pas correctement et elle colle au pétrin. Lorsque l'Hagberg est supérieur à 220 secondes, le blé est panifiable. Entre 140 et 220, le blé peut égale-

ment servir pour la panification mais les industriels peuvent avoir à ajuster leur processus de fabrication (surtout en dessous de 170). En dessous de 140, le blé est destiné à l'alimentation animale.

Le taux de protéines : un taux de protéines suffisamment élevé permet la tenue du pain à la fermentation. C'est également le critère déterminant pour l'alimentation animale. Un taux de protéine élevé favorise la croissance des animaux.

La force boulangère : elle détermine la souplesse de la pâte et son aptitude à être manipulée. Pour la mesurer, on forme une pâte dans un pétrin que l'on soumet à différents tests : pression maximale, ténacité et extensibilité. Ces différents tests sont synthétisés par une valeur W. Plus le W est élevé, plus la pâte est apte à être utilisée en meunerie. En général, un W de 200 est exigé en boulangerie artisanale et un W de 250 en boulangerie industrielle.

Le poids spécifique (PS) correspond à la masse des grains de blé contenu dans 100 hectolitres. Plus le PS est élevé, plus les coûts de transport et de stockage des récoltes sont faibles. Lorsque le grain se remplit, en fin de croissance du blé, entre le stade « grain laiteux » et la récolte, un cumul de pluie trop important fait descendre le PS des grains de blés. Un seuil minimal de 76 kg/hectolitre est souvent un des critères retenus dans les cahiers des charges des contrats internationaux.

Sources, définitions

Sources

- Les données françaises de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surface et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données européennes de production proviennent de l'organisme statistique européen : www.epp.eurostat.ec.europa.eu, du Bulletin MARS édité par la Commission européenne : <http://mars.jrc.it/mars/Bulletins-Publications>, ou de la Commission Européenne/DG-Agri.
- Les cotations mondiales (hors Chicago) ainsi que les bilans français provisoires et prévisionnels sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales et l'USDA : www.igc.org.uk et www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm Les données historiques disponibles depuis 1960 sont issues de la base de données de l'USDA : <http://www.fas.usda.gov/psdonline/psdQuery.aspx>.
- Les cotations françaises et à Chicago sont reprises de l'hebdomadaire La Dépêche/Le Petit Meunier.
- Les éléments sur la qualité des blés proviennent de l'enquête FranceAgriMer/Arvalis, une synthèse est disponible sur le site de FranceAgriMer : <http://www.franceagrimer.fr>.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Statistique Agricole Annuelle » pour les séries chiffrées de surfaces, rendements, productions
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture et les données régionales de la situation mensuelle grandes cultures

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Rendements élevés pour le maïs, la betterave et la pomme de terre », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 8/10, octobre 2014
- « Une récolte qui s'annonce abondante en grandes cultures mais une qualité du blé variable selon les régions », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 7/10, septembre 2014
- « Mars 2014 : redressement des cours céréaliers et oléagineux », Synthèses Céréales et Oléagineux n° 2014/236, avril 2014

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Légumes

Synthèses octobre-novembre n° 2014/250

Retour LÉGUMES ET FRUITS

Légumes d'été : une offre précoce et des résultats en repli sur un an pour l'ensemble des productions

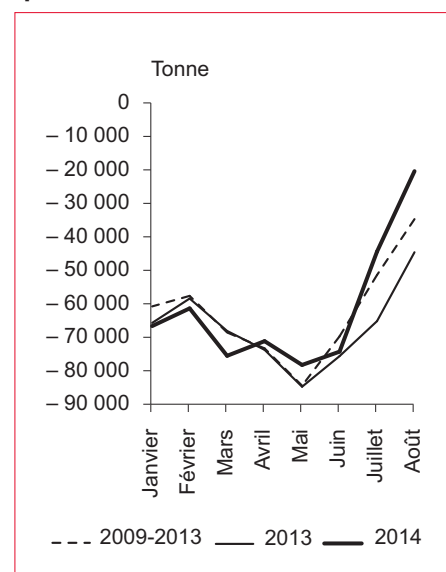
La douceur du printemps a bénéficié aux cultures sous serres chauffées et aux cultures de plein air et la consommation s'est rapidement tournée vers les légumes d'été. Ces perspectives favorables pour la production et pour la commercialisation sont cependant demeurées éphémères. Les quantités récoltées, qui ont été ponctuellement importantes en début de saison, sont sur l'ensemble de la campagne en retrait par rapport à l'an dernier et les cours sont apparus régulièrement en repli sur ceux de 2013 et sur la moyenne 2009-2013. Le chiffre d'affaires est donc en baisse pour la majorité des produits.

Au printemps, les productions sous serres ont bénéficié de conditions météorologiques favorables. Les récoltes sont ainsi supérieures, en début de saison à celles de 2013, année au printemps tardif, pour la plupart des légumes. Dès ce début de campagne, elles sont cependant inférieures, pour la majorité des légumes d'été, à la moyenne 2009-2013. La précocité du printemps a également stimulé la consommation des premiers légumes d'été. Dans un contexte d'offre plutôt abondante, les prix des principaux légumes d'été ont été inférieurs, en début de campagne, à ceux de 2013 et à la moyenne 2009-2013. La situation a été délicate pour les salades qui ont cumulé à nouveau baisse de production et repli des cours. Seule la carotte a profité d'une hausse des cours liée notamment à la baisse de l'offre. Les conditions météorologiques ont facilité l'implantation des cultures en plein air et les superficies de melon de plein

champ ont ainsi progressé. Pour la courgette, cependant, le faible niveau des prix depuis le début de saison a conduit certains exploitants à réviser leurs choix d'assolements et à limiter la part des cultures en extérieur.

En été, la demande en légumes de saison a été active mais est demeurée modeste et les cultures ont subi des baisses de rendement à la suite des intempéries de juillet et août. Ces dernières ont été modérées pour les installations sous abri, mais elles se sont révélées plus importantes pour les cultures en plein air. Le climat frais pour la saison a découragé la consommation de légumes à consommer crus. Ainsi les cours des légumes d'été ont été en repli par rapport à la même période en 2013. Toutefois, les cours des salades, favorisés par une réduction de l'offre sur un an, de même que ceux de la courgette, favorisés par les

À partir d'avril, le déficit extérieur des légumes d'été est plus faible qu'en 2009-2013



Solde cumulé des échanges extérieurs des principaux légumes d'été (Chicorée + laitue + concombre + courgette + melon + tomate)
Source : DGDDI (Douanes)

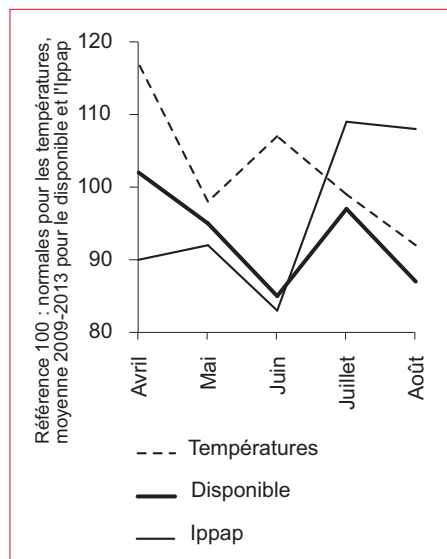
conditions climatiques propices à la consommation de légumes à cuire, sont parvenus à progresser en juillet et en août.

La rentrée de septembre, avec des températures à nouveau en hausse par rapport aux normales de saison et un bel ensoleillement, a favorisé un rebond de la demande en légumes d'été face à une offre souvent réduite. Les dernières récoltes de tomates, melons, concombres et courgettes se sont écoulées à des cours supérieurs à ceux de la campagne précédente et en progression par rapport à la moyenne 2009-2013. La totalité des légumes d'été enregistre chaque année un déficit des échanges extérieurs. Entre mars et août 2014, ce déficit s'est cependant légèrement réduit pour la majorité des productions, à l'exception de la carotte.

Les prix de la fraise ont été en baisse sur la majeure partie de la campagne 2014

La campagne 2014 qui a débuté en avril pour la fraise, s'est caractérisée par des récoltes en légère hausse sur un an et nettement au-dessus de la moyenne 2009-2013, mais par des cours en repli par rapport à 2013 et sur cinq ans. Le chiffre d'affaires pour cette

Les disponibilités de fraises sont nettement inférieures à la moyenne quinquennale en juin et août



Disponible = production + importations - exportations
Sources : DGDDI (Douanes), Météo-France, Agreste lppap

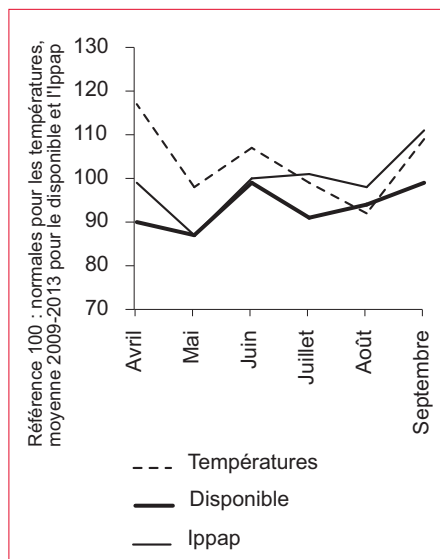
campagne affiche de fait un léger retrait par rapport à celui de 2013 tout en restant au-dessus de la moyenne 2009-2013.

Favorisées par la précocité du printemps, les récoltes ont progressé tandis que le déficit des échanges extérieurs est demeuré inférieur à celui de 2013 et à la moyenne 2009-2013. Les températures élevées, supérieures aux normales, ainsi que la luminosité de fin d'hiver ont permis aux cultures sous serres chauffées d'atteindre rapidement leur pleine capacité de production.

En mai, la diminution de l'offre par rapport à la moyenne 2009-2013 n'a cependant permis qu'une résistance modérée des cours à la baisse saisonnière. En juin, malgré le retour de températures supérieures aux normales et la diminution des quantités proposées par rapport aux années précédentes, les prix sont demeurés en repli.

18 % des cultures ont été réalisées en plein air et, à l'arrivée de l'été, ce nouvel apport n'a pas empêché les volumes proposés de se situer en dessous de la moyenne 2009-2013 et en léger repli par rapport à ceux de 2013. Les intempéries ont favorisé l'accroissement de la pression parasitaire et des pertes aux champs. Au cours de cette période, la

Les prix du concombre n'ont dépassé la moyenne 2009-2013 qu'en septembre



Disponible = production + importations - exportations
Sources : DGDDI (Douanes), Météo-France, Agreste lppap

demande s'est montrée enfin plus active et les prix des variétés rondes se sont redressés au-dessus de la moyenne 2009-2013 et de ceux de la campagne précédente tandis que ceux de la gariquette demeuraient en forte baisse.

L'offre de concombre est restée inférieure à la moyenne 2009-2013

Les superficies dédiées à la production de concombre pour la campagne 2014 ont été en léger repli par rapport à 2013. Cette culture, réalisée à 70 % sous serres chauffées, a enregistré une baisse de 5 % des cultures de plein air qui n'ont plus représenté que 11 % des surfaces de concombre. Les récoltes ont diminué sur l'ensemble de la campagne avec une concentration de la baisse sur les mois de forte production entre mai et juillet. Les importations ont représenté 20 % des approvisionnements tout au long de la campagne. Toutefois, le déficit des échanges extérieurs a été plus réduit que lors des années antérieures, à l'exception de celui de juin.

Malgré ce contexte d'offre modérée, en baisse chaque mois sur la moyenne 2009-2013 et sur la campagne précédente, les cours ne sont pas parvenus à progresser. La demande a été très modeste dès le début du printemps, en dépit de conditions climatiques favorables à cette consommation. Les prix se sont retrouvés, en avril et mai, nettement inférieurs à la moyenne 2009-2013 et à ceux de 2013. Cette baisse de cours sur un an, après un bref rebond en juillet, s'est poursuivie en août, en relation avec une production en hausse et une demande freinée par le climat maussade. Ce n'est qu'en septembre que les prix sont parvenus à se hisser au niveau de la campagne précédente.

Cette baisse de la production et des cours a provoqué une diminution du chiffre d'affaires par rapport à celui de la campagne précédente et plus encore par rapport à la moyenne 2009-2013.

La courgette : des quantités toujours en baisse mais des prix qui remontent début juillet 2014

Sur les deux premiers mois de la campagne, avril et mai, la production de

courgettes a subi, sur un an, une baisse marquée. Le déficit des échanges extérieurs s'est réduit durant cette période. Les superficies ont été stables mais les installations sous serres ont progressé alors que celles de plein air diminuaient. Ces dernières restent prépondérantes avec 67 % des surfaces. La hausse des cultures sous serres n'a toutefois pas bénéficié à la production de printemps qui a débuté en repli par rapport à la moyenne des cinq dernières années et a fléchi en mai par rapport au même mois de 2013. Juillet a été le seul mois en progression sur un an pour les récoltes mais l'offre est demeurée inférieure à la moyenne 2009-2013.

Les cultures de plein air ont commencé à subir des baisses de rendement imputables aux faibles températures et à la forte pluviométrie de l'été. Les attaques de ravageurs et la pression bactérienne se sont révélées en hausse et les pertes aux champs ont été importantes. L'offre en août et septembre s'est retrouvée ainsi particulièrement réduite.

Malgré des livraisons limitées, la campagne a débuté avec des cours en net retrait par rapport à la campagne précédente. La demande et les prix ont

progressé sous l'effet des intempéries de juillet et août et le niveau des cours s'est maintenu jusqu'à la rentrée de septembre en progression par rapport à 2013 et à la moyenne 2009-2013. Le chiffre d'affaires pour la campagne 2014 est demeuré marqué par les volumes et les prix en retrait du début de campagne : en baisse à la fois par rapport à 2013 et la moyenne 2009-2013.

La hausse des prix du melon est parvenue à compenser la baisse des volumes

Le marché du melon a été jusqu'à la mi-mai principalement alimenté par les livraisons du Maroc et de l'Espagne. En mai et juin, les importations se sont révélées en légère progression par rapport à 2013 mais le déficit des échanges extérieurs s'est réduit au cours de l'été. Par rapport à la campagne précédente, les cultures sous serres et abris bas ont reculé au profit des cultures de plein air. Ces dernières, dopées par les conditions climatiques particulièrement favorables du printemps, sont devenues le mode de culture majoritaire.

Au printemps, les récoltes des cultures sous serres ont été en hausse sur un an, tandis qu'en juillet et août, le

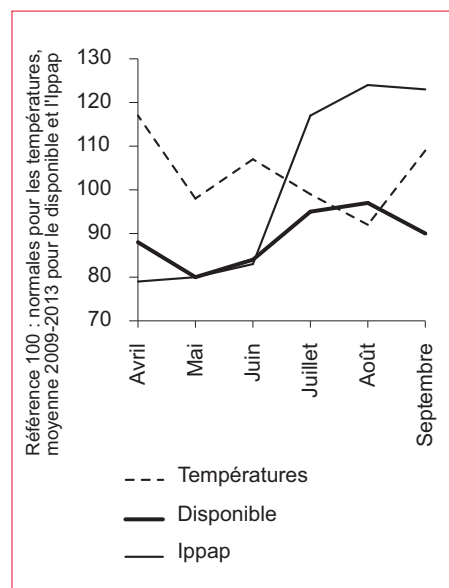
rendement des cultures de plein air reculait sous l'effet de températures inférieures aux normales et d'un temps maussade. Le manque d'ensoleillement et les pluies répétées ont été à l'origine de l'augmentation de la pression parasitaire, des pertes aux champs et de la baisse de qualité des produits. La baisse des récoltes et des importations couplée au maintien des exportations ont accentué le repli saisonnier des livraisons de la rentrée.

En dépit du repli des cours sur un an associé à l'abondance de l'offre du printemps, les prix se sont établis à partir de juillet au-dessus de ceux de la campagne précédente et de la moyenne 2009-2013. Le chiffre d'affaires a non seulement enregistré une progression sur un an mais également par rapport à la moyenne 2009-2013.

Une consommation de tomates sensible aux conditions climatiques

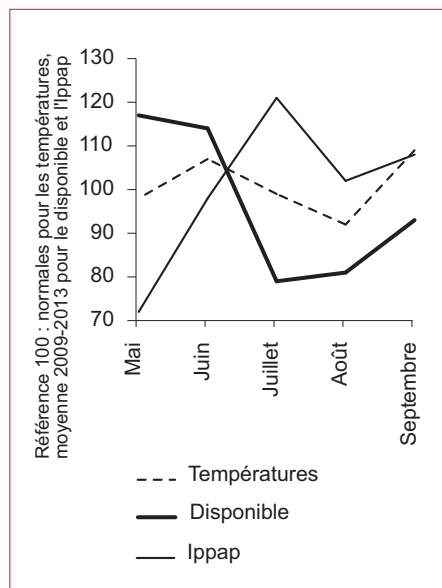
En 2014, malgré un démarrage légèrement plus précoce au printemps favorisé par les températures supérieures aux normales et la forte luminosité, la production de tomates a été proche de celle de la campagne précédente. Les volumes ont progressé en dépit de superficies en baisse de

Les prix de la courgette se sont redressés en fin de campagne, suite aux intempéries de juillet et août



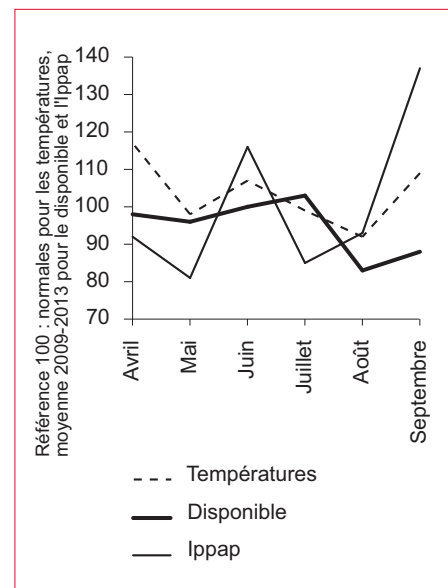
Disponible = production + importations – exportations
Sources : DGDDI (Douanes), Météo-France, Agreste Ippap

Les températures élevées de juin ont soutenu les cours du melon



Disponible = production + importations – exportations
Sources : DGDDI (Douanes), Météo-France, Agreste Ippap

Le disponible en tomate a été en recul sur la majorité de la campagne



Disponible = production + importations – exportations
Sources : DGDDI (Douanes), Météo-France, Agreste Ippap

3 %. Le déficit des échanges extérieurs pour ce produit, dont les quantités exportées et importées sont les plus élevées parmi tous les légumes, a été, tout au long de la campagne, inférieur à celui de la campagne précédente et en repli par rapport à la moyenne 2009-2013.

En avril et mai, la demande est restée timide et les cours ont débuté la campagne à un niveau inférieur à celui de 2013 et en repli par rapport à la moyenne 2009-2013. Les quantités de tomates présentes sur les étals en juin ont été proches des

moyennes de saison et la hausse des températures a dynamisé leur consommation.

Les prix se sont établis au-dessus de ceux de 2013 et de la moyenne 2009-2013. Avec le retour des intempéries et malgré la diminution relative de l'offre en été, les cours sont repartis à la baisse. La forte pluviométrie du mois d'août a entraîné une hausse de la pression parasitaire à l'origine de la baisse du rendement des cultures de plein air. Ces mauvaises conditions météorologiques ont également affecté la demande. L'offre est demeurée

réduite à la rentrée de septembre, en repli par rapport à 2013 et à la moyenne 2009-2013. La consommation est repartie grâce au retour de températures élevées et les cours sont enfin devenus supérieurs à la moyenne 2009-2013.

Le chiffre d'affaires a cependant marqué un léger repli par rapport à 2013, en baisse sur la moyenne 2009-2013. Malgré des conditions climatiques favorables, la demande et les prix sont demeurés en retrait au cours du printemps et de l'été, à l'exception d'une légère progression en juin.

Sources et définitions

Définitions

- IPPAP : Indice des prix de produits agricoles à la production. Cet indice est calculé en base 100 en 2010.
- Les normales saisonnières sont les moyennes sur la période 1981-2010 des hauteurs de précipitations et des températures moyennes mensuelles.
- Disponible : production + importations – exportations
- ICA : indice du chiffre d'affaires. Il est élaboré sur la base du mois et de la région à partir de l'ippap et des calendriers de production SSP. Il est calculé en base 100 en 2010.

Sources

- Prévisions de production issues de l'enquête de conjoncture légumes : Agreste
- Statistique Annuelle Agricole : Agreste
- Indice des prix à la production des fruits et légumes : Agreste
- Données de commerce extérieur : DGDDI (Douanes)

Pour en savoir plus

Agreste : <http://agreste.agriculture.gouv.fr/conjoncture/legumes/>

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Fruits

Synthèses octobre-novembre n° 2014/251

Retour LÉGUMES ET FRUITS

Cours peu soutenus pour les fruits d'été

En 2014, la conjonction d'une offre européenne importante, d'un calendrier de production très avancé et d'une consommation freinée par les températures souvent fraîches de juillet et d'août ont pesé sur les cours des fruits d'été. Au niveau national, le chiffre d'affaires est inférieur à la moyenne des cinq dernières campagnes pour la pêche alors qu'il est légèrement supérieur pour l'abricot en raison d'une récolte élevée.

Récoltes abondantes de fruits à noyau, en France et dans l'Union européenne

Selon MEDFEL (salon international d'affaires de la filière fruits et légumes de l'EuroMéditerranée), la production européenne de pêches et nectarines en 2014 dépasserait de 8 % le niveau moyen quinquennal 2008-2012 et de 11 % celui de 2013. La récolte espagnole, principal fournisseur de la France, aurait progressé de 15 % sur un an et de 36 % comparée à la moyenne 2008-2012. Pour l'abricot, 2014 signe le retour à une production moyenne après un repli marqué en 2013, lié à des conditions climatiques défavorables durant la période de floraison. La production européenne progresserait sur un an de 12 %.

En France, les productions de fruits à noyau seraient abondantes au regard

de 2013 : celle des pêches augmenterait de 6 % et celle des abricots de 33 %. Contrairement à 2013, la floraison s'est déroulée en 2014 dans des conditions climatiques favorables.

Le printemps 2014, relativement doux, a permis une avance du calendrier de

production des différentes variétés de fruits d'été, notamment pour les variétés précoces, à la différence du calendrier très retardé de l'année précédente. Au 7 juillet 2014, 74 % de la production annuelle en abricot était récoltée contre 40 % à la même époque en 2013 et 53 % sur la moyenne

La production européenne de pêche-nectarine (hors pavie) est importante

Unité : millier de tonnes

	Production 2013	Production 2014	2014/2013	Production moyenne 2008-2012	Évol. en % de la production 2014/2008-2012
Italie	1 388	1 418	+ 2	1 484	- 2
Espagne	907	1 044	+ 15	769	+ 36
Grèce	232	330	+ 42	298	+ 11
France*	233	247	+ 6	290	- 15
Union européenne	2 754	3 048	+ 11	2 826	+ 8

* Estimation du Service de la statistique et de la prospective (la moyenne de référence pour la France est 2009-2013).

Source : MEDFEL (moyenne quinquennale 2008-2012)

La production d'abricot est en hausse sauf en Espagne

Unité : millier de tonnes

	Production 2013	Production 2014	2014/2013	Production moyenne 2008-2012	Évol. en % de la production 2014/2008-2012
Italie	190	210	+ 11	229	- 8
France*	134	178	+ 33	164	+ 9
Espagne	97	88	- 9	81	+ 9
Grèce	42	54	+ 29	64	- 16
Union européenne	461	517	+ 12	531	- 3

* Estimation du Service de la statistique et de la prospective (la moyenne de référence pour la France est 2009-2013).

Source : MEDFEL (moyenne quinquennale 2008-2012)

des cinq dernières années. À cette date, 36 % de la production annuelle de pêche était récoltée contre 21 % en 2013 et 27 % sur la moyenne des cinq dernières années.

Cours dégradés pour les fruits d'été

Les cours à la production des fruits d'été ont été inférieurs à ceux de 2013. Sur la campagne 2014, les prix à la production de l'abricot sont inférieurs de 27 % à ceux de la campagne 2013 et de 8 % à la moyenne 2009-2013. Pour la pêche, les cours moyens ont baissé de 16 % sur un an mais se situent en moyenne 2 % au-dessus de la moyenne des cinq dernières années.

L'afflux de production en début de campagne, en avance par rapport aux autres années, a déséquilibré d'emblée le marché. Fin juin, les apports sur les marchés de pêches des différentes régions de production se sont télescopés entre eux et avec les exportations espagnoles. Les cours se sont ainsi établis en deçà de la moyenne 2009-2013 (- 6 %) alors même que le climat chaud était favorable à la consommation de ces fruits. Puis, les conditions climatiques pluvieuses et relativement fraîches du reste de l'été ont ralenti la consommation des fruits. Les stocks se sont accumulés. Les prix à la production ont été inférieurs de 13 % à la moyenne 2009-2013 en juillet et de 4 % en août.

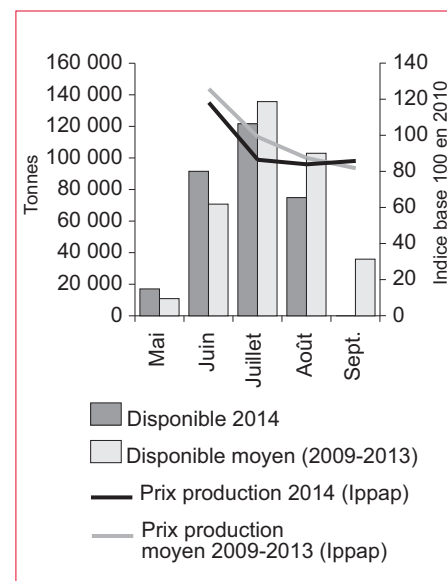
Le disponible à la vente des fruits sur le marché français correspond à la production française, augmentée des

importations et diminuée des exportations. En juin, ce disponible pour la pêche est supérieur de 30 % à la moyenne 2009-2013. Les importations depuis l'Espagne dépassent en juin leur niveau moyen des cinq dernières années (+ 10 %), ce qui traduit une consommation dynamique, favorisée par le climat chaud de début d'été. Puis, avec les intempéries estivales en juillet, ce disponible devient inférieur de 10 % au niveau moyen des cinq dernières années. Les importations depuis l'Espagne diminuent légèrement par rapport à leur niveau moyen 2009-2013 (- 2 % en juillet), conséquence d'une consommation en retrait. Les prix de la pêche importée espagnole sont inférieurs à leur niveau moyen 2009-2013 des mois de juin (- 15 %), juillet (- 13 %) et août (- 11 %). Ils sont néanmoins supérieurs à ceux d'années particulièrement difficiles, comme en 2011.

En juin, premier mois de la campagne, le disponible en abricot est très supérieur à la moyenne 2009-2013 (+ 88 %). Ce disponible élevé s'explique par une production supérieure à celle d'une année moyenne (+ 12 %) et surtout très précoce, principalement concentrée sur juin. L'excédent du commerce extérieur augmente sur un an, grâce à un fort niveau d'exportations (+ 32 % par rapport à la moyenne 2009-2013), mais cela ne suffit pas à contenir la hausse du disponible.

En juillet, les exportations sont restées soutenues (+ 23 % comparé à la moyenne des mêmes années) de

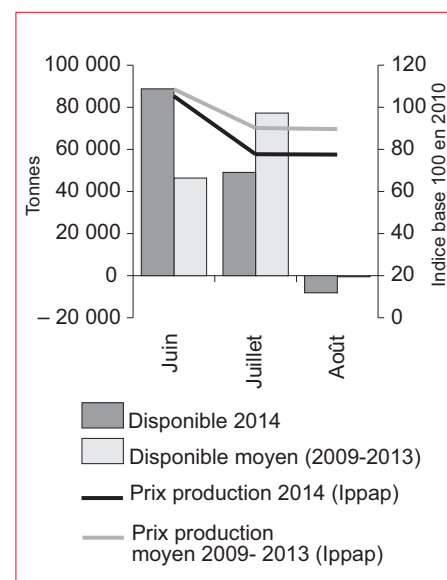
Pêches : le disponible sur le marché français est inférieur à la moyenne sur cinq ans



Disponible = production + importations - exportations

Sources : DGDDI (Douanes), Agreste Ippap

Abricots : le disponible sur le marché français est supérieur à la moyenne sur cinq ans en début de campagne



Disponible = production + importations - exportations

Sources : DGDDI (Douanes), Agreste Ippap

même que l'excédent commercial, face à une production simplement moyenne pour la saison, réduisant nettement le disponible sur un an.

La consommation a été élevée en juin sous l'effet de conditions météorologiques estivales avec des prix légèrement inférieurs de 3 % à la moyenne des cinq dernières années. En revanche, malgré un disponible nettement en recul par rapport à la moyenne 2009-2013, en juillet et août, les prix sont inférieurs de 14 % à la moyenne de ces mêmes années, du fait du recul de la demande.

Malgré des quantités produites en baisse de 4 % sur un an, les cours de la poire d'été, mesurés par l'indice des prix à la production (Ippap), ont été inférieurs de 10 % en juillet et de 23 % en août, comparés à la moyenne 2009-2013. La consommation française des poires d'été, mesurée par la consommation apparente, a été plus réduite qu'à l'accoutumée (- 3 % par rapport à l'année précédente et à la moyenne des cinq dernières campagnes). Cette baisse pourrait s'expliquer par la concurrence importante exercée par la surabondance d'autres fruits d'été

et un climat maussade qui n'a pas encouragé leur consommation. Par ailleurs, les exportations de poires d'été ont été inférieures de 20 % en juillet et de 63 % en août à la moyenne des cinq dernières campagnes.

Le chiffre d'affaires national de la pêche en retrait par rapport à 2013

À l'échelle nationale, la hausse de la production d'abricots permet de compenser partiellement la chute des prix. Par rapport à 2013, le chiffre d'affaires national, mesuré par l'indice de chiffre d'affaires national (Ica), est ainsi inférieur de 2 %. Comparé à la moyenne 2009-2013, il est toutefois supérieur de 2 %. Les situations régionales sont assez variées : en Rhône-Alpes, le chiffre d'affaires est très proche de la moyenne sur cinq ans. En Languedoc-Roussillon, il est inférieur de 2 % à la moyenne 2009-2013. En Provence, il est supérieur de 13 % à la moyenne, ce qui s'explique par une très bonne récolte, 25 % au-

dessus de la moyenne des cinq dernières années.

Pour la pêche, le chiffre d'affaires national baisse sur un an de 11 %. Il est également inférieur de 12 % à la moyenne quinquennale, en raison de la forte tendance à la baisse des surfaces depuis 2009 qui induisent un recul de 15 % de la production. Ramené à l'hectare de surface, il progresse toutefois de 2 % sur un an.

La situation en région est très contrastée en raison de différences d'évolution des rendements et surtout des prix. En Rhône-Alpes, le chiffre d'affaires par hectare est supérieur de 16 % à la moyenne 2009-2013 (+ 11 % pour les prix), en Languedoc-Roussillon de 8 % (+ 7 % pour les prix). En revanche en Provence-Alpes-Côte d'Azur, il lui est inférieur de 11 % (- 6 % pour les prix) en relation avec un calendrier de production très centré sur la période de moins bonne valorisation des pêches.

Sources et définitions

Sources

- DGDDI : données de commerce extérieur
- Enquête de Conjoncture Fruitière, Agreste, SSP : prévisions de productions et surfaces
- Statistiques Agricoles Annuelles, Agreste, SSP : données historiques de productions et surfaces
- MEDFEL est le salon international de la filière fruits et légumes de l'EuroMéditerranée, qui se tient chaque année début mai et qui diffuse notamment des prévisions de production de pêches et d'abricots des principaux pays européens (www.medfel.com)

Définitions

- Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
- ICA : indice du chiffre d'affaires. Il est élaboré sur la base du mois et de la région à partir de l'Ippap et des calendriers de production SSP.
- Disponible : production + importations - exportations

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Fruits » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Amélioration relative du marché en fin de campagne », Infos rapides Fruits-Pêche n° 5/5, septembre 2014
- « Marché plus fluide à l'exportation », Infos rapides Fruits-Abricot n° 4/4, août 2014
- « Production nettement supérieure à celle de 2013 » Infos rapides Fruits-Cerise n° 3/3, juillet 2014
- « Marché devenant difficile en septembre », Infos rapides Fruits-Pomme n° 5/6, octobre 2014
- « Marché peu actif », Infos rapides Fruits-Poire n° 3/4, octobre 2014
- « Le niveau des stocks de pommes est plus important que celui issu de la très faible récolte 2012 », Infos rapides Stocks de pommes et de poires n° 10/10, juillet 2014
- « Cours très soutenus pour les fruits d'été » Synthèses Fruits n° 2013/222, octobre 2013
- « Après deux campagnes de prix soutenus, les cours des pommes refluent » Synthèses Fruits n° 2014/241, juin 2014

PRODUCTIONS ANIMALES - Lait

Synthèses octobre-novembre n° 2014/252

Retour PRODUCTIONS ANIMALES

Hausse confirmée des effectifs de vaches laitières en France en mai 2014

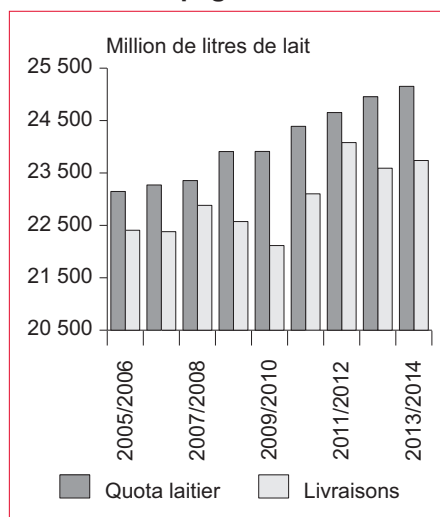
Après cinq années de baisse continue plus ou moins marquée, le cheptel de vaches laitières augmente en France pour la seconde année consécutive. Les perspectives favorables, en termes de prix du lait et de conditions climatiques et économiques de production ont recréé des conditions propices à la reprise de la production et au développement du cheptel. Cette évolution, variable selon les régions, accentue la concentration géographique de la production laitière française et préfigure la nouvelle carte laitière, après la fin des quotas laitiers en 2015. Fin octobre, les perturbations des marchés internationaux laitiers, notamment à la suite de l'embargo russe, pourraient impacter, du moins à court terme, la tendance de la production.

Nouvelle hausse de quota laitier

Conformément à la réforme de la PAC de 2008, dans la perspective de la suppression des quotas laitiers au 1^{er} avril 2015, des attributions de quotas supplémentaires pour tous les États membres ont été décidées. Le quota national de la France a ainsi augmenté de 2 % pour la campagne 2008/2009. Des attributions de quotas supplémentaires ont ensuite été accordées tous les ans, à partir de la campagne 2010/2011, excepté pour la dernière campagne 2014/2015.

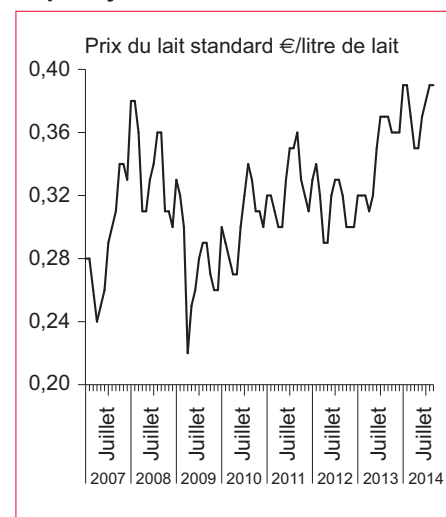
Au total, entre les campagnes 2007/2008 et 2013/2014, les quotas laitiers attribués à la France au titre des livraisons ont progressé de près de 8 %, de façon quasi continue. Dans le

Hausse continue des quotas laitiers mais évolution des livraisons variable d'une campagne laitière à l'autre



Sources : FranceAgriMer pour les quotas laitiers et Agreste pour les livraisons de lait

Fortes fluctuations du prix du lait depuis janvier 2007



Sources : Agreste - Enquête mensuelle unifiée SSP, FranceAgriMer à compter de 2014. Enquête SMLait avant

même temps, les livraisons ont connu des évolutions plus variables, sous l'influence entre autres, des fluctuations du prix du lait, du prix de l'aliment du bétail et des modalités de gestion des quotas laitiers, comme par exemple, l'absence de réallocations pour la campagne 2009/2010.

La répartition de la hausse du quota national a été variable entre les neuf bassins laitiers. Au 31 mars 2014, alors que le quota augmentait au titre de la campagne 2013/2014 par rapport à 2012/2013 pour les quatre principaux bassins laitiers et le bassin Sud-Est, il baissait pour les bassins Sud-Ouest et Charentes-Poitou (respectivement - 5 % et - 1 %).

Les bassins Grand-Ouest, Normandie, Grand-Est et Nord-Picardie représentent 73 % des quotas de livraisons contre 72 % au 31 mars 2009. Les seuls bassins Grand-Ouest et Normandie représentent à eux seuls 48 % des quotas de livraisons de lait.

Entre les campagnes 2007/2008 et 2013/2014, à l'exception du bassin Sud-Ouest où le quota a reculé de 3 %, les quotas ont fortement progressé dans l'ensemble des autres bassins laitiers, les hausses dépassant 8 % dans les quatre principaux bassins et atteignant 10 % dans les bassins Grand-Ouest et Normandie.

Ces dynamiques différentes sont liées aux évolutions structurelles de la production laitière et aux modalités de gestion des quotas laitiers (attributions

de quotas supplémentaires différentes entre les bassins, transferts de quotas sans terre entre bassins), aboutissant à des transferts entre bassins.

Pour la seconde année consécutive, les effectifs de vaches laitières progressent en France

Après une stabilisation en 2013 (+ 0,2 %) qui rompait avec la baisse régulière constatée ces dernières années, les effectifs de vaches laitières sont supérieurs de 2 % à ceux de 2013 au 1^{er} mai 2014. Ils atteignent 3,6 millions de têtes.

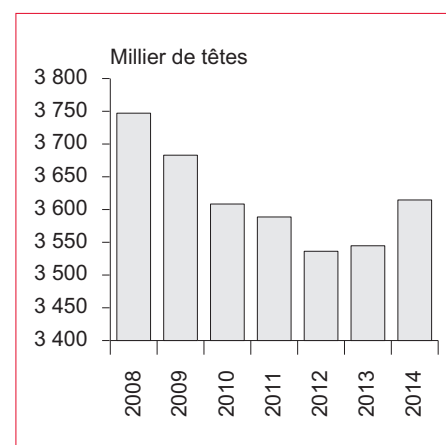
Malgré cette hausse des effectifs entre 2013 et 2014 et des conditions de productions favorables (fourrages de qualité, baisse du prix de l'aliment du bétail et prix du lait favorables), la collecte de la campagne 2013/2014, bien que supérieure à la campagne précédente, s'est soldée par une sous réalisation du même ordre que celle de la campagne précédente.

À la différence de la France, l'Allemagne, 1^{er} pays producteur de lait de l'UE a terminé la campagne laitière 2013/2014 avec des livraisons de lait supérieures de plus de 1,9 % à son quota. Les Pays-Bas, 4^e producteur laitier, terminent quant à eux la campagne avec un dépassement de 4 %. Dans un contexte de prix favorables, il semble que les éleveurs de ces pays anticipent la sortie des quotas et développent leur cheptel et leur production, quitte à payer des pénalités.

Les conditions de production favorables se maintenant sur le début de la campagne 2014/2015, les livraisons de lait sur le marché français progressent nettement par rapport à la campagne précédente (+ 7 % entre les six premiers mois de campagne 2013/2014 et 2014/2015), tout en restant, pour l'instant, en léger retrait par rapport au quota. Néanmoins, ces conditions favorables pourraient être perturbées par les conséquences de l'embargo russe sur le marché laitier mondial.

Alors qu'entre 2008 à 2012, les effectifs de vaches laitières ont baissé dans tous les bassins laitiers, en 2013 et 2014, le mouvement s'est inversé. Dans les quatre principaux bassins producteurs, les effectifs ont partout progressé en 2014, parfois jusqu'à plus

À compter de 2013, l'inversion de tendance dans l'évolution des effectifs de vaches laitières se confirme



Source : BDNI - Effectifs au 1^{er} mai - Traitement SSP

Depuis 2008, augmentation des quotas laitiers dans tous les bassins laitiers à l'exception du bassin Sud-Ouest

	Campagne laitière 2007/2008 (million de litres)	Campagne laitière 2012/2013 (million de litres)	Campagne laitière 2013/2014 (million de litres)	Évolution 2013/2014/ 2012/2013 (%)	Évolution 2013/2014/ 2007/2008 (%)
Grand-Ouest	7 671	8 273	8 426	+ 2	+ 10
Normandie	3 373	3 652	3 705	+ 1	+ 10
Grand-Est	3 360	3 609	3 645	+ 1	+ 8
Nord-Picardie	2 419	2 595	2 623	+ 1	+ 8
Sud-Ouest	1 792	1 830	1 746	- 5	- 3
Sud-Est	1 631	1 723	1 738	+ 1	+ 7
Charentes-Poitou	1 356	1 424	1 415	- 1	+ 4
Auvergne-Limousin	1 254	1 326	1 331	+ 0	+ 6
Centre	500	524	526	+ 0	+ 5
Total	23 356	24 956	25 153	+ 1	+ 8

Source : FranceAgriMer

de 4 %, soit près de 44 000 vaches laitières de plus dans le bassin Grand-Ouest. Néanmoins, la baisse de l'effectif se poursuit dans les zones en déprise laitière comme le bassin Sud-Ouest : - 3 % de ses effectifs entre 2013 et 2014, soit une perte de 8 000 vaches sur une seule campagne.

Sur la période 2008-2014, le bassin Grand-Ouest est la seule zone dont l'effectif de vaches laitières croît (+ 2 %), soit + 19 000 animaux, alors que le total du cheptel national a reculé de 3,5 %, soit une perte de 133 500 têtes. Sur la même période, le bassin Sud-Ouest a, quant à lui, perdu 18 % des effectifs, soit 54 000 vaches.

Dans ces conditions, la concentration du cheptel laitier s'accroît : le Grand-Ouest détient 33 % du cheptel de vaches laitières en 2014 contre 31 % en 2008. À eux trois, les bassins

Grand-Ouest, Normandie et Grand-Est regroupent 63 % du cheptel contre 61 % en 2008.

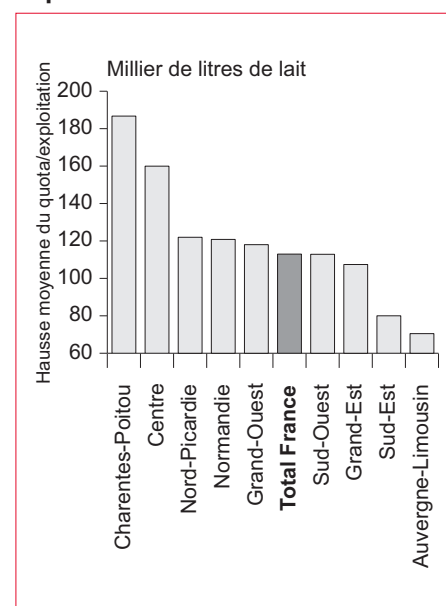
Au sein de l'Union européenne, les effectifs de vaches laitières des principaux pays producteurs progressent également en 2014 : + 2 % en Allemagne, + 3 % en Italie et + 1 % aux Pays-Bas.

Baisse du nombre d'exploitations détentrices de quotas

Avec plus de 69 000 détenteurs de quotas pour l'activité livraisons au 31 mars 2014, le nombre de détenteurs de quotas a baissé de 24 000 entre les campagnes 2007/2008 et 2013/2014.

Cette baisse est variable selon les zones. Les quatre premiers bassins laitiers ont ainsi perdu plus de 15 000 détenteurs de quotas, soit 24 % du

Les bassins Charentes-Poitou et Centre en tête de la progression du quota moyen détenu par exploitation entre 2008 et 2014



Source : FranceAgriMer

En 2014, hausse de plus de 2 % des effectifs de vaches laitières dans les quatre principaux bassins laitiers, par rapport à 2013

	2008 (millier de têtes)	2013 (millier de têtes)	2014 (millier de têtes)	Évolution 2014/2008 (%)	Évolution 2014/2013 (%)
Grand-Ouest	1 164	1 139	1 183	+ 2	+ 4
Normandie	577	548	560	- 3	+ 2
Grand-Est	530	506	517	- 2	+ 2
Nord-Picardie	341	327	335	- 2	+ 2
Sud-Est	308	289	291	- 5	+ 1
Sud-Ouest	295	249	241	- 18	- 3
Auvergne-Limousin	265	238	238	- 10	+ 0
Charentes-Poitou	193	179	180	- 7	+ 0
Centre	70	66	65	- 7	+ 0
Hors bassin et Dom	54	4	4	- 93	- 3
Total	3 747	3 545	3 615	- 4	+ 2

Source : BDNI - Effectif au 1^{er} mai - Traitement SSP

En 6 ans, 24 000 exploitations détentrices de quotas laitiers en moins

Unité : nombre d'exploitations détenant un quota laitier livraison

	Campagne 2007/2008	Campagne 2012/2013	Campagne 2013/2014	Campagne 2013/2014/ Campagne 2012/2013	Campagne 2013/2014/ Campagne 2007/2008
Grand-Ouest	28 407	22 498	21 713	- 785	- 6 694
Grand-Est	12 759	10 268	9 832	- 436	- 2 927
Normandie	13 101	10 351	9 795	- 556	- 3 306
Nord-Picardie	8 941	7 069	6 682	- 387	- 2 259
Sud-Est	8 768	6 863	6 531	- 332	- 2 237
Auvergne-Limousin	7 729	6 029	5 720	- 309	- 2 009
Sud-Ouest	8 140	5 644	5 243	- 401	- 2 897
Charentes-Poitou	4 153	2 924	2 756	- 168	- 1 397
Centre	1 522	1 155	1 076	- 79	- 446
Total	93 520	72 801	69 348	- 3 453	- 24 172

Source : FranceAgriMer

total. Dans d'autres zones, la perte a été plus importante atteignant 36 % dans le Sud-Ouest et 34 % en Charentes-Poitou. Dans ces condi-

tions, alors qu'entre 2008 et 2014 le quota moyen par exploitation a progressé au niveau national de 113 000 litres, la hausse du quota moyen est la

plus importante en Charentes-Poitou et atteint près de 187 000 litres.

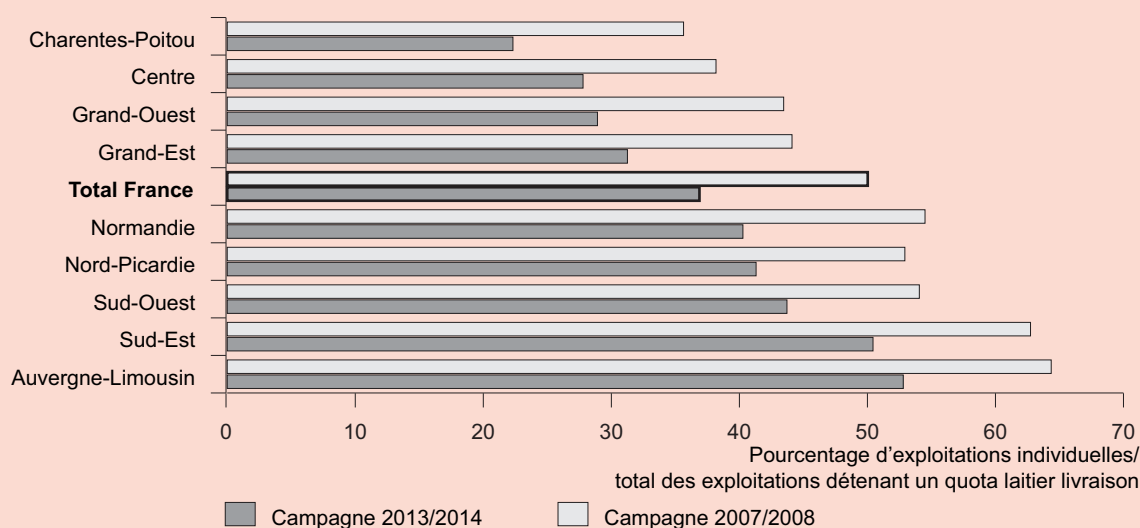
L'exploitation individuelle recule au profit des formes sociétaires

En 2008, 50 % des exploitations détenant un quota laitier au titre des livraisons étaient sous forme d'exploitation individuelle. En 2014, le statut d'exploitation individuelle ne représente plus que 37 % des

exploitations laitières. La baisse du nombre d'exploitations individuelles se fait dans presque tous les bassins laitiers, plutôt au profit des EARL dont la part nationale progresse de 22 % à 30 % entre 2008

et 2014. À la différence des autres bassins laitiers, les Gaec progressent plus en Auvergne-Limousin que les EARL.

L'exploitation individuelle ne représente plus en 2014 que 37 % des exploitations laitières, contre 50 % en 2008



Source : FranceAgriMer

Avec seulement 22 % des exploitations sous forme d'exploitations individuelles, le bassin Charentes-Poitou est également la zone géographique dans laquelle le quota moyen par

exploitation est le plus élevé : 513 000 litres en moyenne en 2014, contre 326 600 litres en 2008. À l'autre extrémité, dans un contexte où l'exploitation individuelle domine

dans le bassin Auvergne-Limousin (53 % des exploitations), le quota moyen détenu par une exploitation laitière sur ce bassin est de 232 700 litres de lait contre 162 000 en 2008.

Des tailles moyennes d'exploitations laitières très différentes selon les bassins

Unité : litres de lait/exploitation

	Campagne 2007/2008	Campagne 2013/2014
Charentes-Poitou	326 602	513 316
Centre	328 743	488 706
Nord-Picardie	270 512	392 475
Normandie	257 444	378 265
Grand-Ouest	270 028	388 045
Sud-Ouest	220 169	333 041
Grand-Est	263 317	370 731
Sud-Est	186 039	266 048
Auvergne-Limousin	162 209	232 688
Total France	249 739	362 714

Source : FranceAgriMer

Sources et définitions

- La Base de données nationale d'identification bovine (BDNI) pour les données sur le cheptel bovin. Ont été prises en compte pour le calcul de l'effectif de vaches, au 1^{er} mai, les femelles ayant vêlé.
- L'enquête mensuelle laitière unifiée réalisée par FranceAgriMer et le Service de la statistique et de la prospective (SSP) du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt pour les données de collecte de lait et de fabrication de produits laitiers, à partir de 2014
- L'enquête Situation mensuelle laitière et l'Insee pour le prix du lait de vache, avant 2014
- FranceAgriMer pour les données concernant uniquement les quotas laitiers détenus par les éleveurs au titre des livraisons aux laiteries, pour chaque campagne considérée. Les données concernant le quota vente directe ne sont pas prises en compte. La campagne laitière va du 1^{er} avril de l'année n au 31 mars de l'année n + 1. Les données concernent la situation à la fin de la campagne laitière considérée soit au 31 mars n + 1.
- L'arrêté du 10 mars 2011 précise la délimitation des bassins laitiers créés dans le cadre de la mise en place des conférences de bassins laitiers.

Bassin laitier	Délimitation géographique
Grand-Ouest	Région Bretagne, et départements de la Loire-Atlantique, du Maine-et-Loire, de la Mayenne et de la Sarthe
Normandie	Régions Basse-Normandie et Haute-Normandie
Nord-Picardie	Régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie, et département des Ardennes
Grand-Est	Régions Alsace, Franche-Comté, Île-de-France et Lorraine, et départements de l'Aube, de la Côte-d'Or, de la Haute-Marne, de la Marne et de l'Yonne
Sud-Est	Régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes et le département de Saône-et-Loire
Sud-Ouest	Régions Aquitaine, Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées
Auvergne-Limousin	Région Auvergne, et départements de la Corrèze et de la Creuse
Charentes-Poitou	Région Poitou-Charentes, et départements de la Haute-Vienne et de la Vendée
Centre	Région Centre, et département de la Nièvre

- Eurostat pour les données concernant les effectifs de vaches laitières et les livraisons de lait des autres pays de l'Union européenne

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Lait » et « Conjoncture - Animaux de Boucherie » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture - Le Bulletin » pour les principales séries chiffrées
- dans « Données en ligne - Disar » pour des données complémentaires

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Plus de vaches laitières dans les exploitations françaises et dans l'Union européenne en mai 2014 », Infos Rapides Cheptel bovins, octobre 2014
- « En mai 2013, pour la première fois depuis cinq ans, les effectifs de vaches laitières n'ont pas baissé », Synthèses Lait, n° 2013/224, octobre 2013
- « Légère reprise du cheptel bovin en mai 2013 », Infos Rapides Cheptel bovins, mai 2013
- « Reprise attendue du prix du lait de vache », Synthèses Lait, n° 2013/212, juin 2013
- « Reprise des prix industriels laitiers sur le second semestre 2012 », Synthèses Lait, n° 2012/193, octobre 2012
- Tous les mois « Infos Rapides Lait »

INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES

Synthèses octobre-novembre n° 2014/247

Retour ÉDITO

Le volume de la production des IAA est en hausse entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014

Au 2^e trimestre 2014, la production des industries alimentaires et boissons (IAA) s'est accrue par rapport au 2^e trimestre 2013, conséquence de la reprise de la production des industries alimentaires. La production de viandes et produits à base de viandes est en effet repartie à la hausse pour la première fois depuis 2011 tandis que la production de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires et de produits à base de fruits et légumes a aussi fortement augmenté. Celle des boissons a poursuivi sa croissance à un rythme soutenu. L'excédent commercial des IAA a fléchi sur un an, de manière plus prononcée qu'au début de l'année. Le recul de l'excédent en boissons a fortement contribué à cette évolution. Le chiffre d'affaires a progressé grâce à un volume de production en hausse et à des prix stables.

Hausse de 0,7 % sur un an de la production des industries alimentaires au 2^e trimestre 2014

La production en volume des industries alimentaires et boissons (IAA) a augmenté entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014 (+ 1,3 %), après avoir été stable au début de l'année 2014.

En baisse depuis le 2^e trimestre 2012, la production des industries alimentaires a légèrement progressé (+ 0,7 % sur un an) sous l'effet de la reprise des viandes et produits à base de viandes et de la hausse des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires et des produits à base de fruits et légumes. La production de boissons a continué quant à elle à présenter une hausse marquée (+ 3,9 % sur un an). L'excédent commercial des IAA, en valeur, a poursuivi son retrait, amorcé au dernier trimestre 2012 (- 16 % entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014).

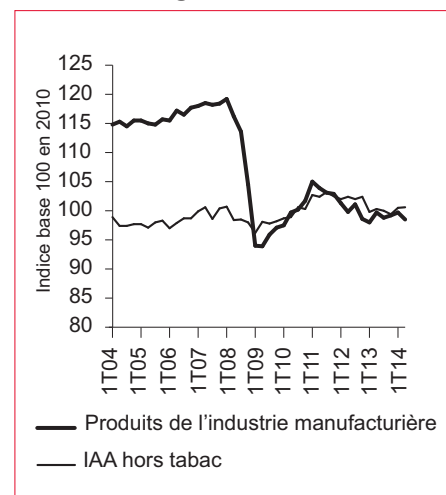
Depuis 2009, il était en forte hausse. Le montant des exportations s'est établi au 2^e trimestre 2014 à 10,5 milliards d'euros (- 3 %) et celui des importations à 8,8 milliards d'euros (- 0,3 %). Le recul de l'excédent en boissons a fortement contribué à cette évolution.

Les prix des IAA ont été stables au 2^e trimestre 2014 (- 0,2 % sur un an), comme au 1^{er} trimestre, après plusieurs années de hausse, en raison notamment du repli des cours des céréales et des oléagineux. Le chiffre d'affaires des IAA a augmenté de 2,3 % au 2^e trimestre 2014 par rapport au 2^e trimestre 2013, soit à un rythme plus soutenu qu'au 1^{er} trimestre 2014 (+ 0,4 % par rapport au 1^{er} trimestre 2013). C'est essentiellement le fait de la hausse de la production des produits alimentaires.

La consommation des produits des IAA a légèrement augmenté entre les 2^{es}

trimestres 2013 et 2014. D'après les premiers résultats des comptes trimestriels de l'Insee, les volumes de

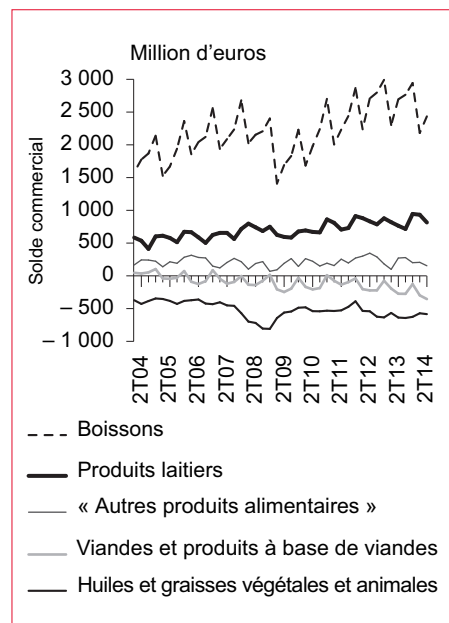
Au 2^e trimestre 2014, la production des IAA a augmenté sur un an



Sources : Insee et Agreste - Indice de la production industrielle (IPI) CVS et CJO

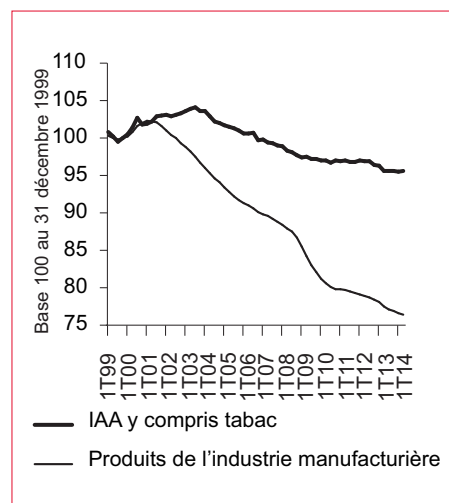
produits alimentaires, boissons et tabac consommés par les ménages ont légèrement augmenté. Pour les produits bruts de l'agriculture et de la pêche – fruits et légumes, poissons frais, etc. – la consommation du 2^e trimestre 2014 a été bien au-dessus de

Forte dégradation du déficit commercial des viandes au 2^e trimestre 2014



Sources : DGDDI (Douanes) - Données brutes

Stabilité de l'emploi salarié dans les IAA au 2^e trimestre 2014



Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre (y compris artisanat commercial)

celle du 2^e trimestre 2013, favorisée par des prix plus bas dus à une production printanière plus précoce.

Les IAA au sens large (produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie), emploient 544 600 salariés au 2^e trimestre 2014, soit le même nombre de salariés qu'au 2^e trimestre 2013 (+ 0,1 %). Dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, l'emploi salarié a reculé quant à lui de 1,4 % sur un an (touchant 39 900 emplois). Fin juin 2014, l'industrie manufacturière employait 2,8 millions de salariés.

Reprise de la production de viandes et produits à base de viandes

Pour la première fois depuis 2011, la production des *viandes et produits à base de viandes* a progressé (+ 0,3 % entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014). Cette augmentation est due en partie à la hausse de la production de *viande de boucherie et de produits d'abattages*. En effet, les abattages de gros bovins se sont accrus entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014. La production de *viandes de volailles* a pour sa part diminué mais de manière moins prononcée qu'au 1^{er} trimestre 2014. L'année 2013 a été marquée par la

suppression des restitutions à l'exportation pour la viande de volailles intervenue à partir de juillet. Les exportations de viandes de volailles se sont ainsi beaucoup réduites, notamment celles de viandes de poulet à destination du Moyen-Orient. Les importations ont augmenté de 3 %. Dans un contexte de moindre repli du prix des viandes (- 0,3%), le chiffre d'affaires a augmenté.

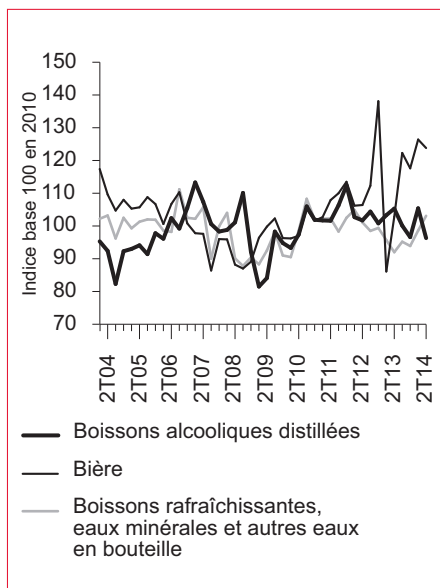
D'après le Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, au 2^e trimestre 2014, les volumes de viande de boucherie achetés par les ménages pour la consommation à domicile ont été inférieurs à ceux du 2^e trimestre 2013. Seule la consommation de viande de porc a été stable sur cette période. Les achats de viandes de volailles se sont encore réduits (- 3,4 %), notamment de dindes et de poulets.

La production de boissons toujours en hausse

Au 2^e trimestre 2014, la production de *boissons* (non compris les vins) a poursuivi sa hausse, amorcée au 1^{er} trimestre 2014 (+ 3,9 % par rapport au 2^e trimestre 2013). L'un des facteurs de cette croissance a été la forte progression de la production de *boissons rafraîchissantes* (+ 32 % entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014). Le climat doux du printemps a favorisé la consommation de ce type de boissons, de même sans doute que la coupe du monde de football. Un autre facteur a été la hausse de 20 % de la production de *bière* (contre - 5 % entre les 2^{es} trimestres 2012 et 2013). En effet, cette production avait beaucoup chuté au 1^{er} semestre 2013 en raison de la hausse des droits d'accises intervenue au 1^{er} janvier et anticipée par la production fin 2012. Les autres principaux secteurs des boissons ont évolué de façon contrastée. La production des *champagnes et mousseux* a été stable. Celle des *boissons alcooliques distillées* a diminué de 10 % sous l'effet d'une diminution de 6 % de la récolte de cognac entre 2012 et 2013.

Entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014, le prix des boissons a progressé de 4 % et le chiffre d'affaires de 6 %. L'excédent commercial des *boissons* a poursuivi son recul entamé au 3^e trimestre 2013 (- 10 % entre les

Une forte hausse de la production de bière



Source : Insee - Indice de production industriel (Ipi) CVS-CJO

2^{es} trimestres 2013 et 2014) mais il s'est toutefois maintenu à un niveau élevé. Les exportations de vins ont prolongé leur repli entamé fin 2013 (- 12 % entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014), en lien entre autres avec la faiblesse des deux dernières récoltes. Cependant, cette baisse fait suite à une hausse très importante des exportations de vins entre 2010 et 2012 (+ 24 %). De ce fait, les exportations de vins au 2^e trimestre 2014 sont encore à un niveau élevé. Les exportations de boissons alcooliques distillées, qui se font principalement vers les pays tiers, se sont également rétractées (- 16 %). Par ailleurs, les exportations de champagne et mousseux ont encore progressé entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014.

La production des biscuits, biscottes, pâtisseries de conservation en progression

Au 2^e trimestre 2014, la production des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires a fortement progressé par rapport au 2^e trimestre 2013 (+ 14 %), dans le prolongement du début 2014. Plus particulièrement, la production de biscuits, biscottes, pâtisseries de conservation, qui représente 80 % du poste, s'est accrue de 18 %. Avec cette hausse de production et des prix toujours stables, le chiffre d'affaires est de nouveau en progression. Le déficit commercial des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires s'est réduit grâce à une hausse des exportations, plus particulièrement celles des biscuits, biscottes, pâtisseries de conservation et celles des pâtes alimentaires et des importations stables.

Forte croissance de la production des préparations et conserves de légumes

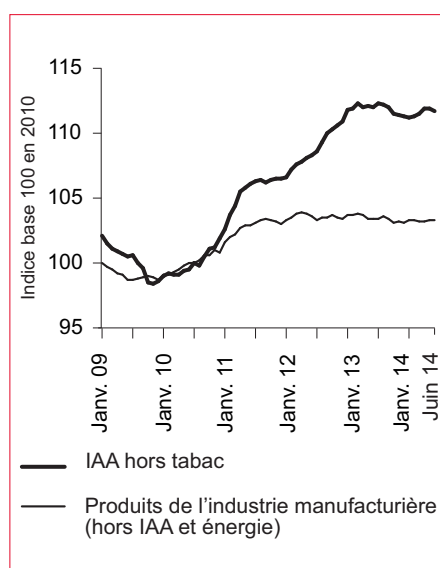
La production des produits à base de fruits et légumes s'est fortement accrue entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014 (+ 12 %) tirée par la production de préparations et conserves de légumes (+ 32 %). L'essentiel de la production de légumes transformés a lieu entre les mois de juin et d'octobre. Cette année, le calendrier a été plus précoce qu'en 2013. Les récoltes réalisées

au second trimestre ont en conséquence été plus importantes. Le déficit commercial des produits à base de fruits et légumes s'est amélioré entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014, du fait essentiellement de la hausse des exportations des autres préparations et conserves à base de fruits et légumes et de la baisse des importations. Les prix ont continué d'augmenter entraînant la hausse du chiffre d'affaires (Fruits et légumes transformés : le développement de la consommation de jus et compotes creuse le déficit commercial, Industries agroalimentaires n° 2013/228, décembre 2013).

Augmentation de la production des huiles

La production des huiles et graisses végétales et animales a continué de croître mais de manière encore plus vive (+ 11 % entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014), participant aussi à la reprise de la production des IAA. Cette augmentation est toujours portée par la production d'huiles raffinées (+ 17 %) et d'huiles brutes (+ 8 %). La faible récolte française de colza a été contrebalancée par la mobilisation des stocks de graines et la hausse de leurs importations depuis le dernier trimestre 2013, permettant de maintenir le niveau de l'activité de trituration et donc la production d'huiles brutes. Le déficit

Les prix des IAA stables au 2^e trimestre 2014



Source : Insee - Indice brut des prix à la production pour le marché français, prix de marché (hors TVA, y compris impôts sur les produits, hors subventions)

cit commercial des huiles et graisses végétales et animales s'est amélioré avec le ralentissement des importations. En repli depuis l'automne 2013, les prix des huiles et graisses végétales et animales ont poursuivi leur chute (- 12 % entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014) entraînant la baisse du chiffre d'affaires (- 7 %).

Les prix des aliments pour animaux, des produits du travail des grains et produits amylicés encore en repli

Dans la lignée des cours des céréales, les prix des produits du travail des grains et produits amylicés et des aliments pour animaux ont chuté entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014, entraînant la baisse de leurs chiffres d'affaires. Leurs productions et leurs excédents commerciaux ont connu des évolutions contrastées.

La production des aliments pour animaux de ferme est repartie à la hausse sous l'effet de l'augmentation de la fabrication d'aliments pour les vaches laitières, les palmipèdes gras et les dindes. Tandis que celle des aliments pour animaux d'agrément s'est réduite de 2,6 %. L'excédent commercial des aliments pour animaux d'agrément s'est, quant à lui, amélioré grâce à une croissance des exportations et une baisse des importations.

De son côté, la production des produits amylicés s'est légèrement rétractée entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014, après avoir progressé au début de l'année, alors que celle des produits du travail des grains est restée stable. Leur excédent commercial s'est encore dégradé, les exportations diminuant plus vite que les importations.

Hausse de la production laitière

Dans un contexte de prix du lait très attractif, du prix des aliments pour vaches laitières en retrait et d'un climat favorable à une bonne pousse d'herbe, la hausse de la production laitière s'est poursuivie. À la suite de cette hausse de la collecte, la production de laits secs et de beurre ont prolongé leur croissance amorcée au début de l'année (resp. + 17 % et

+ 7 % entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014). Cette réorientation des fabrications a permis une hausse de l'excédent commercial (+ 7 %). Ce sont toujours les exportations de lait en poudre entier et de lait en poudre écrémé

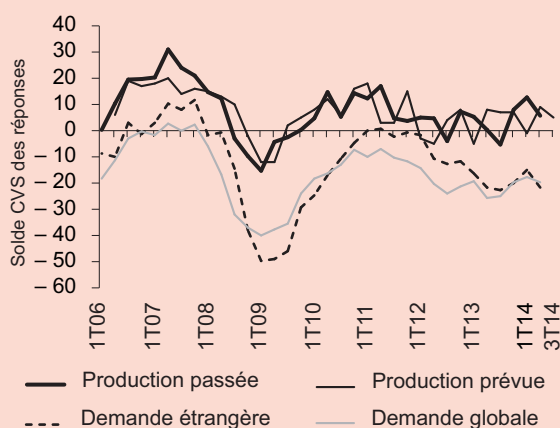
qui se sont envolées (respectivement + 10 % et + 38 %), répondant à une demande chinoise ferme. Le chiffre d'affaires a continué de croître à un rythme soutenu grâce à des niveaux de prix élevés et une production dynamique.

D'après le panel Nielsen, qui concerne les produits laitiers en grande surface, la consommation à domicile en volume a continué de reculer au 2^e trimestre 2014 par rapport au 2^e trimestre 2013, recul entamé en 2013 mais de manière moins vive. Les achats de lait de consommation liquide ont diminué de 2,4 % et ceux du beurre de 2,9 %. Ce sont les desserts frais qui se sont le plus repliés (- 4,6 % entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014).

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee au 2^e trimestre 2014, l'activité des IAA a augmenté mais de manière moins vive qu'au précédent trimestre. Les carnets de commande, qu'ils émanent de

France ou de l'étranger, sont toujours considérés comme peu étoffés, mais en progrès. Les perspectives personnelles de production du 3^e trimestre 2014 restent positives.

Au 2^e trimestre 2014, les commandes étrangères sont moins étoffées



Les indicateurs présentés correspondent à la différence entre les pourcentages de réponses positives (hausse de la production, de la demande etc., selon l'indicateur) et négatives (baisse).

Source : Insee - Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie

Les exportations de sucre en retrait

La production des « autres produits alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, plats préparés, etc.) a reculé de 5,6 % entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014. La hausse de la production de sucre (+ 6 %) n'a pas atténué la baisse de la production des produits pesant le plus dans ce poste, tels que le cacao, chocolat et confiserie, les aliments homogénéisés et diététiques et les autres produits alimentaires non classés ailleurs (soupe, ovoproduits, levures, extraits et jus de viandes et de poissons...). L'excédent commercial des « autres produits alimentaires » s'est fortement détérioré entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014. Cela tient notamment aux exportations de sucre vers l'UE, qui ont reculé au cours du 2^e trimestre 2014 (- 29 % par rapport à 2013), après avoir affiché une évolution inverse lors du 1^{er} trimestre 2014, les stocks des principaux clients de la France ayant été reconstitués au 1^{er} trimestre 2014.

Au 2^e trimestre 2014, hausse de la production des IAA

Unité : million d'euros

Évolution en %*	2 ^e trimestre 2014/2 ^e trimestre 2013					Solde	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	2 ^e trimestre 2014	2 ^e trimestre 2013
Produits des industries alimentaires	0,7	- 0,9	1,8	- 0,6	0,1	- 753	- 702
Viandes et produits à base de viandes	0,3	- 0,3	2,6	- 3,5	2,9	- 355	- 273
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	- 3,2	1,6	0,8	0,7	- 1,3	- 705	- 718
Produits à base de fruits et légumes	11,8	0,8	4,9	2,9	- 1,5	- 587	- 619
Huiles et graisses végétales et animales	10,7	- 12,5	- 6,8	- 9,6	- 8,7	- 585	- 637
Produits laitiers	- 3,4	4,5	6,2	6,9	7,3	815	765
Produits du travail des grains et produits amylacés	- 0,1	- 10,5	- 7,8	- 8,0	- 1,7	285	337
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	14,4	0,0	2,9	1,6	- 0,1	- 83	- 89
Autres produits alimentaires	- 5,6	- 1,4	0,8	- 4,2	2,4	154	272
Aliments pour animaux	0,9	- 7,4	- 2,5	5,6	- 9,0	308	263
Boissons*	3,9	4,0	5,9	- 8,4	- 4,2	2 434	2 695
IAA hors tabac	1,3	- 0,2	2,3	- 3,0	0,0	1 681	1 993

Évolution en %*	1 ^{er} trimestre 2014/1 ^{er} trimestre 2013					Solde	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	1 ^{er} trimestre 2014	1 ^{er} trimestre 2013
Produits des industries alimentaires	- 1,6	- 1,3	- 0,1	2,8	1,2	- 456	- 557
Viandes et produits à base de viandes	- 3,7	- 1,1	- 2,0	- 8,8	- 0,1	- 298	- 194
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	- 9,4	4,3	- 2,3	- 4,4	0,7	- 632	- 618
Produits à base de fruits et légumes	- 0,7	1,4	1,0	4,5	3,7	- 571	- 554
Huiles et graisses végétales et animales	5,0	- 13,2	- 12,0	- 11,0	- 3,4	- 571	- 566
Produits laitiers	- 1,5	4,3	8,1	12,9	11,7	933	819
Produits du travail des grains et produits amylacés	1,4	- 10,7	- 4,6	- 4,2	- 2,8	289	307
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	9,7	0,6	- 0,2	- 0,3	- 1,2	- 108	- 113
Autres produits alimentaires	- 5,0	- 1,8	- 0,2	7,2	1,3	206	99
Aliments pour animaux	- 1,6	- 9,5	- 4,9	4,5	- 5,0	296	264
Boissons*	9,3	2,7	4,7	- 3,1	4,5	2 181	2 302
IAA hors tabac	- 0,1	- 0,6	0,5	1,0	2,0	1 725	1 747

Évolution en %*	Année 2013/ Année 2012					Solde	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	2013	2012
Produits des industries alimentaires	- 2,4	2,2	2,2	1,8	4,1	- 2 282	- 1 562
Viandes et produits à base de viandes	- 2,4	3,1	1,7	- 0,3	2,4	- 862	- 714
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	- 5,1	1,6	4,7	1,5	3,4	- 2 715	- 2 610
Produits à base de fruits et légumes	- 2,3	1,6	4,1	4,7	2,1	- 2 302	- 2 304
Huiles et graisses végétales et animales	- 0,9	2,7	- 7,0	- 11,6	- 0,8	- 2 468	- 2 335
Produits laitiers	- 0,6	2,4	3,4	3,9	12,6	3 250	3 377
Produits du travail des grains et produits amylacés	- 3,2	4,5	3,9	2,3	4,5	1 253	1 257
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	- 4,0	0,8	3,3	7,0	4,6	- 394	- 410
Autres produits alimentaires	- 3,3	0,4	0,5	1,7	6,1	859	1 119
Aliments pour animaux	- 1,2	4,3	3,1	3,0	1,9	1 097	1 058
Boissons*	- 3,4	6,3	2,8	0,2	1,9	10 700	10 733
IAA hors tabac	- 2,4	2,9	2,3	1,3	3,9	8 417	9 171

Les diverses sources de ce tableau de synthèse ayant des couvertures différentes (champ, branche, secteur) ne sont pas toujours immédiatement comparables.

* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

Sources, définitions et méthodes

- Les données conjoncturelles des industries agroalimentaires (IAA) sont présentées selon la nomenclature d'activité productive Naf rév. 2 entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008. Les IAA regroupent les industries alimentaires (division 10) et les fabrications de boissons y compris de vins (division 11), mais n'incluent pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12).
- Les IAA sont intégrées à l'ensemble « Industrie manufacturière » (section C de la nomenclature) qui regroupe toutes les industries manufacturières, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.
- Les différents indicateurs des IAA utilisés ont pour base 100 l'année 2010. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont, de ce fait, pas toujours immédiatement comparables. L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels. Les autres indicateurs – Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur – sont des indicateurs de branche.
- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :
 - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets ;
 - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.
- Les comparaisons sont effectuées, sauf précision contraire, en glissement annuel, c'est-à-dire par rapport à la même période de l'année précédente.

IAA 2012 : la transformation des produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur

En 2012, les entreprises agroalimentaires au sens large – industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie – comptaient près de 85 000 entreprises et employaient 690 000 salariés en équivalent temps plein d'après les résultats du dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises. Parmi elles, les industries agroalimentaires comptaient 15 800 entreprises et 426 000 salariés (hors artisanat commercial). Ces industries ont réalisé 44 % du chiffre d'affaires des entreprises agroali-

mentaires. La transformation de produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur : 37 % du chiffre d'affaires des industries agroalimentaires et 39 % de l'emploi sont apportés par les industries de la viande et du lait. Ces deux activités ont par ailleurs été à l'origine de 30 % de la valeur ajoutée et de 32 % des exportations directes. Les industries très exportatrices de boissons et les « autres industries alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.) ont constitué les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

Les chiffres clés des entreprises agroalimentaires en 2012

Secteurs d'activités (NAF rév. 2)	Nombres d'unités légalés	Effectifs salariés en équivalent temps plein	Effectifs salariés au 31 décembre	Chiffre d'affaires H.T.		Valeur ajoutée ¹ million d'euros
				Total million d'euros	dont à l'exportation %	
Ensemble des entreprises alimentaires	85 189	689 129	773 796	371 861	18,7	52 990
Industrie agroalimentaire	15 788	380 790	425 640	165 190	21,1	31 518
Industries alimentaires	12 671	339 689	374 740	138 552	19,3	24 339
Transf. & conserv. viande & prép. viande	2 604	103 538	111 623	33 839	11,4	5 235
Transf. & conserv. poissons, crust., etc.	317	11 056	11 990	3 516	10,6	607
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 235	22 435	23 315	7 681	18,2	1 543
Fab. huile et graisse végétale & animale	225	3 641	3 758	8 085	40,9	469
Fabrication de prod. laitiers	1 204	51 317	55 265	27 667	20,7	4 368
Travail des grains ; fab. prod. amylicés	488	13 440	14 406	7 412	44,6	1 345
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 813	45 162	55 940	10 624	14,4	2 602
Fabrication autres produits alimentaires	4 353	72 313	80 225	26 765	19,7	6 524
Fabrication d'aliments pour animaux	432	16 787	18 218	12 963	15,4	1 645
Fabrication de boissons	3 117	41 101	50 900	26 637	30,5	7 179
Commerce de gros de prod. agroalimentaires (hors tabac)	24 597	170 438	188 833	193 419	17,8	15 286
Artisanat commercial	44 804	137 901	159 323	13 252	0,6	6 186
Charcuterie	4 695	13 161	13 719	1 706	0,7	620
Cuisson de produits de boulangerie	3 131	7 197	8 887	783	0,1	315
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	31 833	101 113	115 152	9 421	0,4	4 580
Pâtisserie	5 145	16 430	21 565	1 342	1,8	672

1. Y compris autres produits et autres charges

Champ : entreprises des industries agroalimentaires, de l'artisanat commercial et du commerce de gros agroalimentaires, hors tabac, Dom inclus.

Sources : Insee - Esane 2012, traitement SSP (données définitives)

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur.

Les synthèses conjoncturelles IAA :

- « Au 1^{er} trimestre 2014, la production des IAA en hausse légère sur un an » Synthèses n° 2014/246, juillet 2014
- « En 2013, la production des IAA s'est repliée » Synthèses n° 2014/238, avril 2014
- « Au 3^e trimestre 2013, le repli de l'activité des IAA se poursuit, mais à un rythme plus modéré » Synthèses n° 2014/230, janvier 2014
- « Le recul de l'activité des IAA s'est tassé au 2^e trimestre 2013 » Synthèses n° 2013/220, octobre 2013
- « L'activité des IAA ralentit en 2012 », Synthèses n° 2013/209, avril 2013
- « Le poste « Autres produits alimentaires » : 16 % de la production agroalimentaire française », Synthèses n° 2011/168, décembre 2011
- « IAA : une activité soutenue sur fond de hausse des prix », Synthèses n° 2011/156, juillet 2011
- « Les fabrications françaises de produits laitiers s'adaptent à la hausse de la demande européenne et mondiale », Synthèses n° 2011/155, juillet 2011
- « Boissons alcooliques distillées : reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise », Synthèses n° 2010/136, décembre 2010

Les primeurs IAA :

- « Les entreprises agroalimentaires en 2011 », Agreste Primeur n° 309, mars 2014
- « Une hausse plus modérée des ventes de produits agroalimentaires en 2012 », Agreste Primeur n° 305, novembre 2013
- « Les exportations et les prix dopent les ventes », Agreste Primeur n° 287, septembre 2012
- « Viandes et boissons en tête », Agreste Primeur n° 267, octobre 2011

[Retour LÉGUMES ET FRUITS](#)
[Retour PRODUCTIONS ANIMALES](#)

Produits laitiers, viande porcine, fruits et légumes : principales productions impactées par l'embargo russe

Début août 2014, la Russie a décrété un embargo sur les produits agroalimentaires, en provenance notamment de l'Union européenne. Les produits laitiers, la viande porcine et les fruits et légumes sont les produits les plus impactés par cet embargo. Pour les produits laitiers, cet embargo intervient dans un contexte de hausse de la production mondiale et européenne et de baisse des prix. Pour la viande porcine, pour laquelle un embargo sanitaire existe depuis début 2014, les exportations françaises ainsi que les prix avaient assez bien résisté avant de baisser fortement en juillet et août. Les impacts sur les échanges de fruits sont encore difficiles à mesurer, compte tenu des calendriers de productions.

Le 7 août 2014, la Russie a décrété un embargo sur les produits agroalimentaires de l'Union européenne, des États-Unis, de la Norvège, du Canada et de l'Australie d'une durée d'un an. La Russie a ainsi publié une liste de produits européens interdits à la vente : les viandes et leurs préparations, les produits de la pêche, les produits laitiers (exceptés les produits sans lactose), les légumes, les fruits et les préparations alimentaires à l'exception de produits spécifiques comme les aliments infantiles. Outre la baisse attendue des exportations vers la Russie, l'embargo russe laisse craindre une réorientation de la production européenne vers son marché intérieur, avec, pour conséquence, une plus grande difficulté des produits français

à l'exportation, une plus grande concurrence des produits européens sur le marché français et donc une pression à la baisse sur les prix.

L'impact direct de l'embargo russe sur les produits agroalimentaires français est faible, mais important pour d'autres pays européens

En 2013, la France a exporté vers la Russie pour 760 millions d'euros de produits agroalimentaires, soit 1,3 % des exportations françaises de ces produits. La Russie est ainsi le quatorzième client de la France pour les produits agroalimentaires. Sur le seul champ des produits concernés par l'embargo, les exportations de ces produits vers la Russie s'élevaient, en 2013,

à 243 millions d'euros, soit 1,6 % des exportations françaises totales de ces produits, et 0,4 % des exportations totales agroalimentaires françaises.

En 2013, les exportations agroalimentaires de l'Union européenne vers la Russie s'élevaient à 11,8 milliards d'euros, soit 10 % des exportations européennes de produits agroalimentaires vers les pays tiers. Au niveau des produits concernés par l'embargo, les exportations de l'UE vers la Russie s'élevaient à 5,3 milliards d'euros, soit 17 % des exportations de ces produits vers les pays tiers, et 4,5 % des exportations totales agroalimentaires de l'Union européenne vers les pays tiers.

Parmi les produits concernés par l'embargo, l'Union européenne a exporté en

2013 vers la Russie pour 1,3 milliard d'euros chacun des produits laitiers et des fruits, pour 1,2 milliard d'euros des viandes et leurs préparations, pour 769 millions d'euros des légumes, pour 488 millions d'euros des préparations alimentaires et pour 154 millions d'euros des produits de la pêche.

L'Allemagne est le premier fournisseur européen de la Russie en produits agroalimentaires, suivi des Pays-Bas, de la Lituanie, de la Pologne et de la France. Néanmoins, la Lituanie et la Pologne sont particulièrement affectées par l'embargo. Ainsi, les exportations de produits interdits par la Russie s'élèvent à 928 millions d'euros pour la Lituanie et 841 millions d'euros pour la Pologne, soit respectivement 20 % et 4,2 % de leurs exportations agroalimentaires totales.

Les produits laitiers européens sont les principaux produits exportés vers la Russie

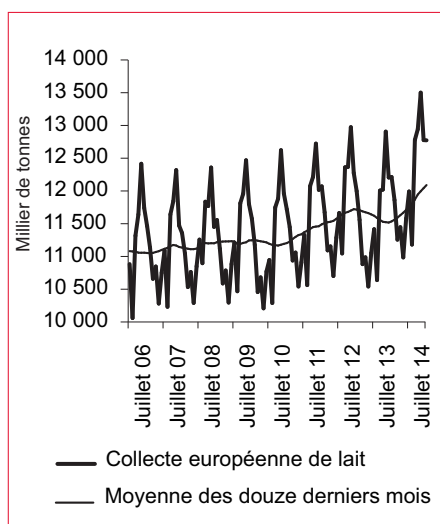
En valeur, les produits laitiers sont les principaux produits exportés vers la Russie. Ainsi, les exportations européennes de produits laitiers (y compris les produits non soumis à l'embargo) vers la Russie s'élevaient en 2013 à 1,4 milliard d'euros, soit 1,4 % de la production commercialisée par l'UE. Les Pays-Bas et la Finlande sont les principaux exportateurs européens de produits laitiers à destination de la Russie (respectivement 257 et 253 millions d'euros en 2013). Suivent la Lituanie, l'Allemagne et la Pologne. La France a exporté en 2013 des produits

laitiers vers la Russie à hauteur de 99 millions d'euros.

L'embargo intervient dans un contexte de hausse de la production laitière européenne et mondiale

En valeur, près de 70 % des exportations européennes de produits vers la Russie étaient du fromage, 10 % du beurre et le reste de la poudre et de la crème. Les exportations de fromage vers la Russie représentent 2,5 % de la valeur de la production européenne, celles de beurre 1,8 %. La Russie est le premier client de l'UE pour les produits laitiers avec 14 % des exportations vers les pays tiers. En 2013, elle

Hausse de la collecte européenne de lait en 2014



Source : Eurostat

était aussi le quatrième plus gros importateur mondial de produits laitiers derrière l'Allemagne, la Chine et l'Italie.

L'embargo survient dans un contexte de hausse de la collecte européenne de lait. En effet, sur les sept premiers mois de 2014, la collecte européenne de lait de vache a augmenté de 5,4 % par rapport à la même période de 2013, notamment du fait de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni. En lien avec le dynamisme de la collecte, la production de produits laitiers est également supérieure à celle de 2013. Ainsi, sur les sept premiers mois 2014, les fabrications européennes de beurre et de poudre de lait écrémée sont en nette hausse (respectivement + 4,5 % et + 53 % par rapport au premier semestre 2013). La France suit cette tendance avec des fabrications de beurre en hausse de 6,5 % sur les sept premiers mois de 2014 et celles de poudre de lait écrémée de 33 %.

Sur les sept premiers mois de l'année, la collecte de lait des autres exportateurs de produits laitiers – Argentine, Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis – est en progression, à l'exception de l'Argentine.

Chute des prix du beurre et de la poudre de lait au mois d'août en France et en Europe

Selon l'USDA, les prix mondiaux du beurre sont en forte baisse depuis le début de l'année, passant de 5 641 USD/t fin janvier à 2 375 USD/t mi-octobre. Mi-octobre, les prix du beurre ont légèrement remonté pour atteindre

Les exportations européennes de produits laitiers vers la Russie représentent, en valeur, 1,4 % de la production européenne en 2013

	Production européenne commercialisée (millier de tonnes)	Exportations européennes vers la Russie (millier de tonnes)	Part des exportations vers la Russie sur la production européenne en quantité (%)	Production européenne commercialisée (million d'euros)	Exportations européennes vers la Russie (million d'euros)	Part des exportations vers la Russie sur la production européenne en valeur (%)
Ensemble des produits laitiers	80 918	426	0,5	101 779	1 376	1,4
Lait liquide et produits frais	41 844	62	0,1	31 014	130	0,4
Beurre	2 204	35	1,6	8 072	144	1,8
Fromage	10 009	257	2,6	39 814	985	2,5
Autres produits laitiers	26 861	72	0,3	22 879	117	0,5

Source : Eurostat - Prodcom et Eurostat - ComExt

2 614 USD/t. Les prix mondiaux de la poudre de lait écrémé suivent aussi cette tendance, mais fin septembre, les prix semblent s'être stabilisés. En Europe et en France, le prix de la poudre de lait 0 %, ainsi que celui du beurre ont diminué au cours des sept premiers mois de l'année. Puis, mi-août, cette baisse des prix s'est brusquement accélérée, soit une dizaine de jours après l'annonce de l'embargo russe. Enfin, depuis le milieu du mois de septembre, les prix de la poudre écrémée et du beurre semblent se stabiliser en France et dans le monde.

En août, l'évolution des échanges français de produits laitiers reste sur des tendances proches des mois précédents

En août, les échanges de beurre et de poudre de lait ont poursuivi leur tendance haussière observée au cours des mois précédents. Pour la poudre de lait écrémée, les exportations vers l'ensemble des destinations ont continué de progresser vivement (+ 61 % par rapport à août 2013, contre + 42 % sur le cumul des sept premiers mois de l'année), tandis que les importations diminuaient (- 20 % par rapport à août 2013). En ce qui concerne le beurre,

les exportations ont progressé vivement en août 2014 (+ 25 % par rapport à août 2013), dans la continuité de ce qui était observé depuis le début de l'année (+ 14 % sur les sept premiers mois). Les importations de beurre progressent aussi en août 2014 (+ 16 % par rapport à août 2013). Là encore, cette tendance à la hausse s'observait les mois précédents. Les quantités exportées de fromage diminuent en août (- 7 % par rapport à août 2013) du fait de la baisse des envois vers la Russie et l'Asie. Cette tendance s'inscrit toutefois dans la continuité des évolutions du début de l'année (-4,7 % sur les sept premiers mois de l'année), les mois de janvier, mars et mai affichant des évolutions du même ordre (entre - 7 % et - 8 %). En revanche, les importations de fromage diminuent à la fois en volume et en prix, rompant avec les évolutions des mois précédents où volume et prix augmentaient.

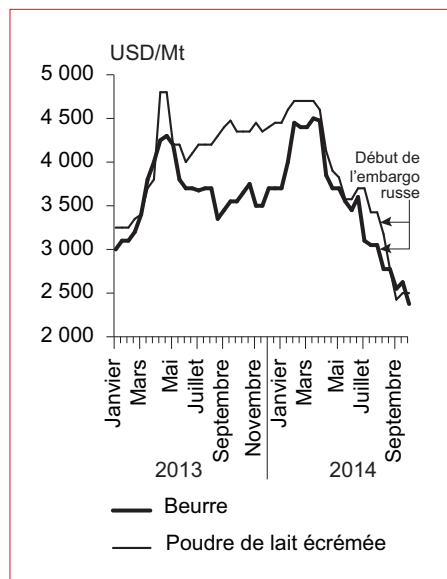
La viande européenne porcine est sous embargo sanitaire depuis le début de l'année

Les exportations de viandes vers la Russie sont aussi concernées par l'embargo russe. Néanmoins, la viande porcine européenne, qui constituait

85 % des exportations européennes de viandes vers la Russie en 2013, est soumise à un embargo sanitaire depuis la fin janvier 2014, suite à la découverte de cas de fièvre porcine en Lituanie et en Pologne. En 2013, les exportations européennes de viandes porcines – y compris graisses, abats et leurs préparations – vers la Russie s'élevaient à 750 000 tonnes-équivalent-carcasse (tec), soit 3,4 % des abattages européens de porcs.

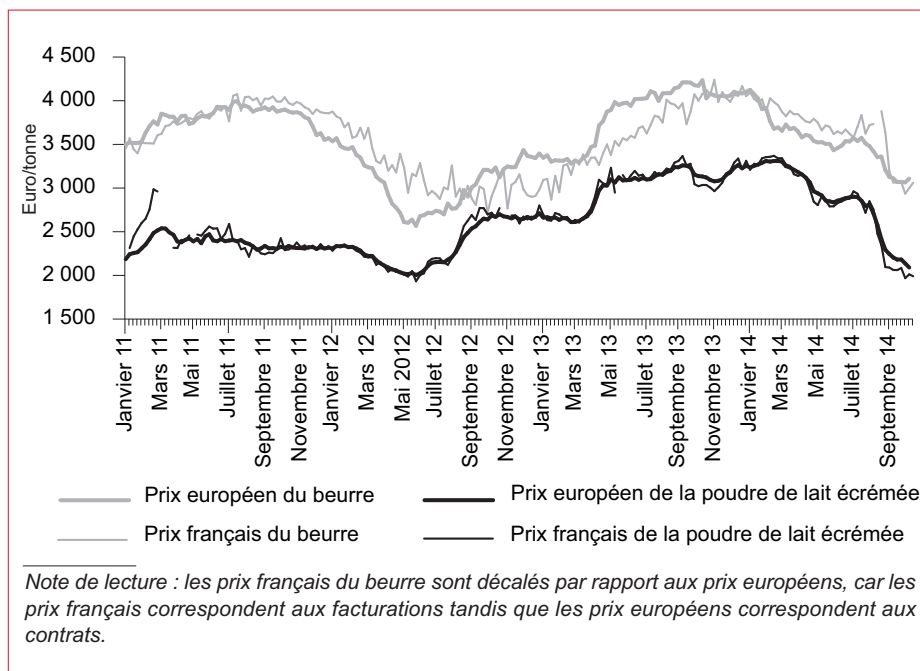
Durant le premier semestre 2014, seules 54 000 tec de viandes porcines ont été exportées vers la Russie et ce principalement durant le mois de janvier, contre 342 000 tec au premier semestre 2013, soit une baisse de 290 000 tec. Les exportations vers l'Asie – Japon, Corée du Sud, Philippines, Taiwan – et vers les États-Unis progressent, mais pas suffisamment pour compenser la baisse à destination de la Russie. Ainsi, sur le premier semestre 2014, les exportations de viandes porcines vers les pays tiers diminuent de 160 000 tec. En revanche, les échanges entre les pays européens progressent de 180 000 tec sur le premier semestre (+ 4,5 %). Notamment les importations de l'Italie, de l'Autriche et de la Croatie progressent vivement.

Les prix mondiaux du beurre et de la poudre écrémée diminuent depuis mars 2014



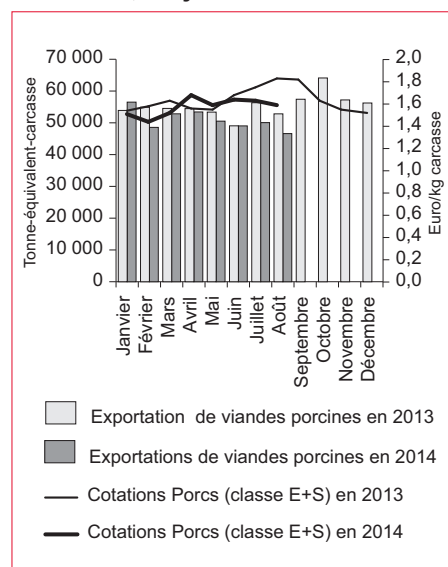
Source : USDA

La baisse des prix des produits laitiers européens observée depuis le début de l'année 2014 accélère en août



Sources : FranceAgriMer, Observatoire européen du marché du lait

Les exportations françaises de viandes porcines et les prix du porc baissent nettement, sur un an, en juillet et août



Sources : DGDDI (Douanes), FranceAgriMer - RNM

Les exportations françaises de viandes porcines et les prix résistent au début de l'année, avant de baisser fortement en juillet et août

Les exportations françaises de viandes porcines ont accusé une baisse au cours du mois de février (- 11 % par rapport à février 2013), du seul fait de l'arrêt des exportations vers la Russie. De mars à juin, la baisse des exportations s'était fortement réduite grâce aux exportations vers les pays asiatiques. En juillet, outre la baisse vers la Russie, les exportations ont diminué fortement vers la Chine. Puis en août, alors que les exportations vers la Chine reprenaient, celles vers l'Union européenne ont fortement baissé, notamment à destination de l'Italie, de la Grèce et de l'Allemagne. Au final, si les exportations françaises de viandes porcines ont dans un premier temps réussi à compenser la baisse due à l'embargo russe, en juillet et surtout en août, les possibilités de débouchés se sont restreintes (- 11 % sur ces deux mois par rapport à la même période de l'année précédente). Dans le même temps, les abattages ont augmenté en glissement annuel. La hausse de la production, conjuguée à

de moindres débouchés à l'exportation, a fait chuter le prix du porc, classe E et S, en août (- 14 % par rapport à août 2013), alors que celui-ci se maintenait nettement au-dessus de la moyenne des cinq dernières années depuis le début de l'année.

Au final, sur les huit premiers mois 2014, les exportations diminuent de 5,1 %, après deux années de baisse. En revanche, les importations de viandes porcines sont stables, sauf pour les abats dont les achats font plus que doubler.

Pour les fruits, compte tenu des calendriers de production, l'embargo russe a encore peu d'effets

En 2013, les exportations de fruits de l'Union Européenne vers la Russie se sont élevées à 1,3 milliard d'euros. Les pommes pesaient pour 27 % chacune de ces exportations, les pêches et les poires pour 14 % chacun et les mandarines, fraises, raisins et kiwis entre 4 et 6 %. Habituellement, les productions européennes de pommes, pêches, poires et kiwis trouvent un débouché important dans ce pays. En 2013, les exportations européennes de ces produits vers la Russie constituaient entre 6 à 8 % de la production européenne.

Les effets de l'embargo sur ces produits dépendent du calendrier de production. En France, les exportations de pêches et de poires se concentrent sur les mois d'été. En ce qui concerne, la pêche, la production française a été précoce en 2014 et s'est concentrée sur le mois de juillet. Ainsi, les exportations totales de pêche ont fortement progressé en juin et juillet par rapport à 2013, tandis que celles du mois d'août enregistraient des niveaux proches du mois d'août 2013. Sur la période de juin à août, les exportations de pêche ont augmenté de 12 % par rapport à 2013.

La situation de la poire est moins simple même si, tout comme la pêche, la production de la poire d'été a été précoce cette année. En juin et juillet, les exportations françaises étaient en hausse par rapport à 2013. Néanmoins, par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, les

exportations totales de poires en juin et juillet étaient en recul de 8 % et même de 20 % pour le mois de juillet. En août, les exportations de poires ont chuté par rapport à 2013 (- 63 %) et à la moyenne quinquennale (- 60 %). Cette baisse concerne l'ensemble des clients de la France : Belgique, Allemagne, Pays-Bas et Russie. Outre le fait que le calendrier de commercialisation a été plus précoce, la météo d'août n'a pas favorisé la consommation de fruits. Par ailleurs, certaines destinations ont pu être affectées par des campagnes de communication incitant à consommer la production nationale, en réponse à l'annonce de l'embargo russe. C'est le cas de la Belgique où une campagne de communication incitant à consommer des poires belges a été lancée très tôt sur les réseaux sociaux, et une campagne de publicité a été lancée fin août.

Pour la pomme, les difficultés devraient apparaître en fin d'année

La pomme, avec 7,8 millions de tonnes exportées, soit 344 millions d'euros en 2013, est le principal fruit exporté vers la Russie. Les exportations de pomme vers la Russie représentaient en 2013 près de 7 % de la production européenne. La Pologne représente 85 % des exportations de pomme vers la Russie. En 2013, 22 % de la production polonaise avait été exportée vers la Russie. Ces exportations avaient fortement augmenté au cours des campagnes précédentes. Le profil de la campagne européenne d'exportation de pomme vers la Russie se présente généralement ainsi : au mois d'août, les exportations sont quasiment nulles, puis celles-ci montent en puissance pour atteindre un pic en mars-avril, et re-diminuent ensuite. Ainsi, sur les deux dernières campagnes, les exportations entre février et mai représentaient plus de la moitié des exportations de pomme vers la Russie. De ce fait, pour les mois d'août et de septembre, l'embargo russe n'a pas encore d'effets sur le marché européen, mais pourrait en avoir pour la suite de la campagne. Le niveau des importations de pommes en provenance des pays tiers peut aussi influencer le marché européen.

Sources, définitions et méthodes

Source :

- Commerce extérieur de la France : direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI)
- Commerce extérieur européen et données de production européennes : Eurostat
- Données sur le commerce mondial : plateforme UNCTADstat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
- Selon les sources de données, les valeurs des échanges d'un pays peuvent différer. En particulier, des produits exportés d'un pays vers un autre, mais passant par une plateforme ou un négociant localisé dans un autre pays, peut être comptabilisée différemment selon la source.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne/Disar/Données en ligne/Rubriques/Économie agricole/Conjoncture de l'économie agricole/Conjoncture du commerce extérieur agroalimentaire » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Commerce extérieur » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En 2013, les exportations de céréales permettent à l'excédent agroalimentaire de se maintenir à un haut niveau », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2014/235, mars 2014
- « En dix ans, l'Allemagne est devenu l'acteur européen incontournable de la production de viande porcine », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2014/231, janvier 2014
- « En 2013, l'excédent des échanges agroalimentaires progresse grâce aux exportations de céréales », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2013/226, octobre 2013
- « En 2012, les échanges agroalimentaires avec les pays tiers s'intensifient », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2013/205, mars 2013
- « L'excédent agroalimentaire progresse grâce à une demande soutenue des pays tiers en produits transformés », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2012/195, octobre 2012
- « Marché européen de viande de poulet : la France concurrencée sur les marchés intérieur et intracommunautaire », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2012/188, septembre 2012
- « Bonne tenue de l'activité des IAA au premier trimestre 2012 », Synthèses Conjoncture Industrie agroalimentaire n° 2012/185, juillet 2012
- « Prix des céréales et ventes de produits transformés tirent l'excédent agroalimentaire », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2012/174, mars 2012

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviciculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics

Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
ICA : indice de chiffre d'affaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
Naf : nomenclature d'activités française
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Pour nous contacter : agreste-info@agriculture.gouv.fr



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédactrice en chef : Annie Delort
Composition : SSP Beauvais

Dépôt légal : À parution
© Agreste 2014

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr